
Documents sauvegardés

Vendredi 8 octobre 2021 à 17 h 30

34 documents

Par Ma BM - Bibliothèque Métropolitaine numérique de Toulouse Métropole

Sommaire

Documents sauvegardés • 34 documents

Libération	3 mai 2021 En Méditerranée, des regards terrorisés dans la mer démontée ... Les 21 et 22 avril, «l'Ocean Viking», le navire affrété par SOS Méditerranée, tente, en vain, de venir en aide aux migrants à bord d'un canot en détresse. Une mission ...	6
Libération	3 mai 2021 Le naufrage européen ... MIGRANTS Les associations de sauvetage dénoncent la stratégie mortifère de l'UE et de l'agence Frontex dans les drames de ces derniers jours. Au moins 599 candidats à l'exil ...	8
l'Humanité	9 juillet 2021 L'Ocean Viking en quête d'un port d'urgence Sans un débarquement rapide, les 572 passagers du navire de SOS Méditerranée vont, dès ce vendredi, manquer de nourriture et de médicaments. «D'ici vendredi, nous allons commencer à manquer de nourriture ...	10
La Croix	21 juillet 2021 Pourquoi le nombre de morts en Méditerranée a-t-il doublé cette année ? ... exacte - il faut parfois les estimer à partir de bateaux échoués - mais la plupart des migrants recensés par l'Organisation internationale pour les migrations se noient sur la route la plus ...	11
La Croix	27 mai 2021 Morts en Méditerranée, l'UE et la Libye pointées du doigt Les morts de migrants en mer Méditerranée ne sont pas des accidents. Réfutant toute « anomalie tragique », le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme indique dans un rapport ...	13
Le Figaro	2 octobre 2021 La Grèce se prépare à un nouvel afflux de migrants MÉDITERRANÉE ORIENTALE En survolant l'île de Samos, on comprend facilement que ce qui la sépare de la Turquie se résume à un canal sur la mer Égée. Cette terre de Pythagore ...	14
Le Monde	7 octobre 2021 Les invisibles venues d'Afrique ... devenu une des portes d'entrée maritime vers l'Europe les plus fréquentées par les migrants. « La route canarienne est la plus active sur la frontière euro africaine occidentale », confirme l ...	16
Le Monde	2 septembre 2021 Migrant ... l'extrême droite mettent en garde devant un « flux migratoire » qu'elles jugent préoccupant. Réfugiés, migrants, des synonymes ? Pas vraiment. Le choix des mots est loin de se faire au hasard ...	19
Le Monde	21 mai 2021 L'Espagne au coeur de la géopolitique migratoire en Méditerranée ... Ceuta n'est pas fortuite. Elle est le révélateur d'une nouvelle géopolitique migratoire en Méditerranée où l'on voit les zones de friction se déplacer de l'est vers l'ouest ...	21

	3 août 2021		
Le Monde	Plus de 700 migrants secourus ce week-end en Méditerranée	Plus de 700 migrants tentant de traverser la Méditerranée à bord d'embarcations de fortune ont été secourus samedi 31 juillet et dimanche 1er août, notamment au large de Malte et ...	23
	21 août 2021		
Le Figaro	Gibraltar, des Colonnes d'Hercule plus que jamais stratégiques	... de sa force, la divisa en deux, ouvrant un passage entre l'Atlantique et la Méditerranée. Comme pour l'Atlantide et tant d'autres mythes, il y a toutefois débat sur les ...	24
	30 avril 2021		
Libération	Frontex sème l'eau trouble	... Migrants en Méditerranée ENQUÊTE En un an, les gardes-côtes libyens ont intercepté près de 12 000 migrants au large de la Libye. Parfois grâce à des informations de l'agence ...	27
	16 juillet 2021		
l'Humanité	Migrants et réfugiés dans l'enfer libyen	... rapport d'Amnesty International. La scène a lieu le 30 juin. Une traque meurtrière en Méditerranée filmée par l'ONG allemande Sea-Watch. Les gardes-côtes libyens ciblent une embarcation de fortune ...	30
	9 juillet 2021		
La Croix	A bord de l'« Ocean Viking », 572 migrants et une situation intenable	... Le navire de sauvetage a commencé ses missions le 1er juillet. Après six opérations, 572 migrants ont été secourus et se trouvent actuellement à bord. Parmi eux, 183 mineurs, dont 159 ...	32
	27 avril 2021		
l'Humanité	« L'Europe a choisi de les laisser mourir »	La mort d'au moins 130 personnes, le 22 avril, en Méditerranée, est la conséquence de la collusion entre États européens et milices libyennes. «Lorsque nous nous sommes approchés (du canot), il ...	34
	5 août 2021		
Libération	Migrants en Méditerranée : «Sur ce bateau, nous n'avions que notre foi»	... -end seulement, plus de 800 personnes ont été secourues par les navires d'ONG en Méditerranée. Les centaines de naufragés pris en charge par les ONG ces derniers jours attendent dans l ...	36
	3 mai 2021		
Libération	Roberto Saviano : «La Méditerranée, une fosse commune»	... cri de résistance contre une Europe en train de mourir, tétanisée par la peur des migrants. Dans un livre à base de photos, d'interviews et de témoignages, il dénonce notamment ...	37
	2 août 2021		
La Croix	Les essentiels Monde	... cela continue de miner la confiance qu'elles peuvent avoir à l'égard des autorités. ---- Méditerranée Six cents migrants recueillis ce week-end Plus de 400 migrants à bord d'une embarcation ...	41
	28 juillet 2021		
La Croix	Les essentiels Monde	Migrants Près d'un millier de morts en Méditerranée en 2021 57 personnes ont péri cette semaine dans le naufrage d'une embarcation au large de la Libye. Le nombre de ...	42

	19 juillet 2021		
l'Humanité	2015 Aylan, l'image révoltante de l'Europe forteresse	... Demir, qui remarque des corps sur le sable, alors qu'elle photographie un groupe de migrants pakistanaï qui tentent de rejoindre la Grèce par la mer. « Quand je l'ai vu ...	43
	3 août 2021		
Le Figaro	Plus de 700 migrants secourus durant le week-end en Méditerranée	Plus de 700 migrants tentant de traverser la Méditerranée à bord d'embarcations de fortune ont été secourus durant le week-end, notamment au large de Malte et de la Libye ...	45
	27 avril 2021		
Le Monde	Naufrage de 130 migrants : « le moment de la honte »	... après l'annonce d'une nouvelle tragédie au large des côtes libyennes, où cent trente migrants ont disparu en mer, après avoir attendu en vain les secours. « Cent trente migrants sont ...	46
	2 août 2021		
l'Humanité	[600C'est le nombre de migrants secourus en Méditerranée...]	600C'est le nombre de migrants secourus en Méditerranée ce week-end par trois bateaux affrétés par les ONG. ...	48
	11 août 2021		
La Croix	Quel accueil pour les migrants débarqués en Sicile ?	... d'embryon Vincent Cochetel, envoyé spécial du Haut-Commissariat aux réfugiés pour la situation en Méditerranée centrale Les 806 migrants et réfugiés qui ont commencé à débarquer en Sicile ces derniers jours ...	49
	19 août 2021		
Le Monde	Gino Strada	... des civils, parmi lesquels de nombreux enfants. Sa voix tonnait souvent après un naufrage de migrants en Méditerranée. « Enquêter pour savoir si la Libye est un port sûr, c'est comme ...	51
	10 juin 2021		
Libération	LES 20 MOMENTS-CLÉS DE MSF	... aider». Plus de 20 000 personnes ont succombé. 2015 : la crise des réfugiés en mer Méditerranée En avril 2015, 1 200 migrants clandestins se noient aux portes de l'Europe, dont 800 ...	53
	26 mai 2021		
Libération	«Il Mio Corpo», ainsi soit île	... partie centrale de l'île, apparemment celle de Caltanissetta (où se trouve le centre de migrants de Pian del Lago) et de Sommatino, aux mines de soufre désaffectées, dans les terres ...	58
	25 mai 2021		
Libération	Au Maroc devant Ceuta : «A chaque tentative, soit j'y arrive soit je meurs»	... Depuis son bureau situé à une trentaine de kilomètres de la frontière Mer Méditerranée km tière, Mohamed Ben Aïssa, président de l'Observatoire du Nord pour les droits humains ...	60
	26 mai 2021		
Le Monde	La fable des « taxis de la mer »	... en direct à la télévision qu'il a ouvert une enquête sur les agissements en Méditerranée de plusieurs navires de secours en mer, ainsi que leurs financements. Alors que, chaque jour depuis ...	62

Libération	16 juillet 2021 Libye : Amnesty dénonce le sort «atroce» des migrants et la complicité de l'Europe ... un rapport publié jeudi, l'ONG Amnesty International dénonce le traitement «atroce» subi par les migrants interceptés en Méditerranée et envoyés de force dans des centres de détention en Libye. Des ...	64
Libération	19 mai 2021 Afflux tendu à Ceuta et Melilla ... MIGRANTS Depuis lundi, au moins 6 000 personnes sont arrivées dans les enclaves espagnoles, à la faveur d'un relâchement des forces de l'ordre et de tensions diplomatiques avec le ...	65
La Croix	17 juillet 2021 Autour de la Méditerranée ... Une saison douce , de Milena Agus Roman. C'est par erreur qu'un bateau de migrants débarque dans ce village oublié du monde : « Le pire fut de nous sentir incapables de ...	68
Le Figaro	8 avril 2021 Bruno Tertrais : « Les frontières ont gagné » Les conflits au Moyen-Orient, le terrorisme, les migrations, le Brexit, les tensions en Méditerranée orientale, les provocations chinoises en mer de Chine du Sud et aujourd'hui la crise sanitaire : depuis ...	71
l'Humanité	26 avril 2021 Intimité familiale et migrants perdus en mer ... misère... dans leurs pays, sur le continent africain et sur les rives sud de la Méditerranée, et qui souvent ne rencontrent que la mort. Ce texte, à la fois sensible, poignant, profondément ...	74



Nom de la source

Libération

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Lundi 3 mai 2021

Libération • p. 4,5 • 1082 mots

En Méditerranée, des regards terrorisés dans la mer démontée

EMMANUELLE CHAZE

Les 21 et 22 avril, «l'Ocean Viking», le navire affrété par SOS Méditerranée, tente, en vain, de venir en aide aux migrants à bord d'un canot en détresse. Une mission quasi désespérée, sans l'aide des autorités, au terrible bilan : 130 morts.

p. 4



C'était le 21 avril au soir et la mer était mauvaise. L'Ocean Viking, sur lequel Libération a passé douze jours, est alors en patrouille en Search and rescue (SAR, recherches et sauvetage) en zone libyenne. Il répond à un appel de détresse. Il s'agit d'un canot pneumatique avec à son bord 130 personnes. Ce soir-là, l'Ocean Viking se trouve à plus de dix heures de navigation de la position donnée par Alarm Phone, un numéro d'alerte qui signale au public et aux autorités compétentes les embarcations en difficulté en Méditerranée. La météo est mauvaise. La mer, déjà agitée, se gonfle de vagues auxquelles de frêles embarcations ne peuvent résister. Il faut prendre une décision, et c'est à la coordinatrice des opérations de secours sur l'Ocean Viking, affrété par SOS Méditerranée, qu'elle revient.

En pleine nuit et en pleine tempête, Luisa Albera décide d'engager son navire dans une course contre la montre pour rejoindre ce canot avant qu'il soit englouti par la mer avec ses occupants. Tanguy Louppe, marin-sauveteur en charge de l'équipe SAR, prévient son équipe: «Ce sera un sauvetage difficile. Avec MALTE

Sicile

TUN.

ces conditions, préparezvous au pire.» Les visages sont graves, mais il y a encore l'espoir d'arriver à sortir de l'eau quelques miraculés.

Tripoli

Syrte

LIBYE 200

Sur le pont, Luisa Albera veille. Elle a contacté les autorités, toutes celles qui sur le papier sont responsables de coordonner le sauvetage: le centre de coordination de secours maritime libyen en premier lieu, puisque la dernière position connue du canot se trouvait en zone SAR libyenne. L'Italie, ensuite, qui ne souhaite pas assister l'Ocean Viking puisque le drame ne se joue pas dans sa zone. Malte, enfin, dont la zone SAR fait tampon entre celles de la Libye et de l'Italie. Personne ne peut, ou ne veut, assister l'Ocean Viking.

Vers 19 heures, un «Mayday», anonyme, retentit sur le pont du navire. Il est revendiqué plus tard par Frontex. Tous les navires sur zone entendent ce signal. Trois navires marchands répon-

© 2021 SA Libération. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 8 octobre 2021 à BIBLIOTHEQUE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20210503-LI-169050197

dent et détournent leur trajectoire. S'ils n'ont pas la possibilité matérielle d'effectuer le sauvetage eux-mêmes, ils peuvent au moins abriter le canot. Au petit matin, jeudi, la mer encore grise s'est calmée. L'Ocean Viking arrive sur les lieux et rejoint la recherche organisée par les trois navires marchands. Sans l'aide des autorités. A midi, le navire My Rose repère les premiers corps sans vie dans l'eau. Quelques minutes plus tard, un avion de Frontex signale l'emplacement de l'épave. L'Ocean Viking s'y rend, mais il arrive trop tard : il ne reste presque rien du canot, dont le fond a été arraché. De loin en loin, des bouées de couleur portent encore des corps et des visages qui au gré des vagues dévoilent des expressions terrorisées.

DEUX CANOTS EN DÉTRESSE
Parce que l'Ocean Viking a pu en être témoin, ce naufrage fait les gros titres des journaux du monde entier. Pour les sauveteurs à bord, cette tragédie fait partie sinon du quotidien, du moins des possibles d'une mission de sauvetage en mer. Quatre jours plus tard, un nouveau message de détresse, concernant deux canots pneumatiques, est relayé par Alarm Phone. Cette fois, l'Ocean Viking est prêt et la mer est calme. Dès l'aube, les équipes scrutent l'horizon. Enfin, les deux canots en détresse sont visibles.

Dans la radio qui grésille, Tanguy appelle les sauveteurs: «SAR Team, SAR Team, ready for rescue» («prêt pour le sauvetage»). Cet appel, certains l'ont entendu des dizaines de fois. Mais après la tragédie de la semaine passée, il prend une dimension particulière. Les sauveteurs sont plus que prêts. La journée est ensoleillée, la mer presque entièrement plate. Les rhibs, des canots rapides semi-rigides pour acheminer les survivants de leur embarcation au navire

amiral, l'Ocean Viking, sont mis à l'eau.

Augusta

Mer Méditerranée

Il y a plus de 100 personnes sur chaque canot. Des jeunes pour la plupart. Ils écoutent les instructions données par les sauveteurs, se font équiper de gilets de sauvetage. Un à un, ils montent dans les canots. Certains pleurent en silence, certains sont soulagés, d'autres lancent des regards interrogateurs. Ils portent sur eux l'odeur âcre de peur, de stress et de sueur qui les a accompagnés pendant des mois. Après la terrible découverte des cadavres flottants du naufrage de la semaine dernière, cette odeur est aussi celle de la vie.

Benghazi km «PIRE QUE DES ANIMAUX» Ce jour-là, le pont de l'Ocean Viking se remplit de ces vies arrachées à la mer. Parmi les 236 vies sauvées ce jour-là, 114 mineurs non accompagnés. Ils viennent du Niger, du Mali, de Guinée. Tous ont payé entre 400 et 1 000 euros pour un passage en Méditerranée, sans garantie de survie. C'est le cas d'Ibrahima, un Guinéen de 15 ans. Fils unique, il a vendu sa moto pour partir en Libye, et s'estime chanceux: «Je n'ai passé que trois mois en Libye. J'ai vu des choses horribles. Pour passer d'Algérie en Libye, on a été entassés et ligotés dans des camions, sous une bâche. Traités comme des marchandises. Une fois à Tripoli, nous étions battus, traités pires que des animaux.» Ibrahima a quitté la Guinée-Conakry pour sortir sa famille de l'extrême pauvreté. Il rêve d'Europe et de football, mais mentionne une jambe cassée par des Libyens ; une blessure vieille de deux mois, infligée lors de sa seconde tentative pour rejoindre l'Europe. Son destin est semblable

à celui des 51000 enfants étrangers bloqués en Libye.

Le lendemain, deux autres canots en détresse sont annoncés. Dès l'aube, les sauveteurs sont prêts à lancer les rhibs, les survivants de la veille aident à préparer les kits de sauvetage. Peine perdue: alors que les deux canots sont à moins d'un mile de l'Ocean Viking, une patrouille de gardescôtes libyens demande au navire de secours de se détourner. Impuissants, tous à bord de l'Ocean Viking assistent aux interceptions libyennes. «Je sais ce que ça fait d'être récupéré par les Libyens», dit Ibrahima.

Samedi, Ibrahima et 235 autres personnes ont atteint leur rêve européen : ils ont débarqué en Sicile, dans le port d'Augusta. Hasard ou signe des temps, les autorités italiennes ont amarré le navire à côté d'une décharge. Première vision de l'Europe pour des survivants en quête d'un avenir meilleur.



Nom de la source

Libération

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Lundi 3 mai 2021

Libération • p. 2,3 • 1134 mots

Le naufrage européen

Par GURVAN KRISTANADJAJA

MIGRANTS Les associations de sauvetage dénoncent la stratégie mortifère de l'UE et de l'agence Frontex dans les drames de ces derniers jours. Au moins 599 candidats à l'exil sont morts noyés depuis le début de l'année.

p. 2



Ces dernières semaines ont été particulièrement difficiles pour les associations de sauvetage et d'aide aux migrants en Méditerranée. Le 16 avril, les gardes-côtes tunisiens ont repêché 21 corps au large du pays, dont un bébé. Tous étaient originaires d'Afrique et tentaient de rejoindre l'Europe, toute proche, au départ de la cité portuaire tunisienne de Sfax. Seules trois personnes ont été secourues sur les 40 passagers que comptait l'embarcation, les autres n'ont pas encore été retrouvés. Une semaine plus tard, le 22 avril, c'est l'ONG française SOS Méditerranée qui annonçait le naufrage de 130 personnes, au large de la Libye cette fois. Les conditions de navigation avaient été particulièrement difficiles ce jour-là, la petite embarcation pneumatique grise n'a pas pesé bien lourd face aux vagues de «plus de six mètres de haut» constatées par les équipes de l'Ocean Viking. Aucun survivant n'a été retrouvé lors des opérations menées par le navire-ambulance. «Nous avons pu voir au moins dix corps à proximité de l'épave», a confirmé Luisa Albera, coordinatrice de recherche et de sauvetage sur le bateau. L'image d'un homme mort, vêtu de noir, flottant la tête dans l'eau et les bras autour d'une bouée de fortune hante l'équipage. Elle a ému jusqu'au pape

PHOTOS FLAVIO GASPERINI

A bord de l'Ocean Viking, le 27 avril, en direction du port d'Augusta, en Sicile. Après la tragédie du 22 avril, les membres du navire affrété par SOS Méditerranée ont sauvé 236 personnes, dont 114 mineurs non accompagnés, originaires du Niger, du Mali, de Guinée.

François, qui s'est exprimé lors de l'Angelus : «Cent trente migrants sont morts en mer. Ce sont des personnes. Ce sont des vies humaines qui, pendant deux jours entiers, ont imploré de l'aide, en vain. Une aide qui n'est pas venue. Frères et soeurs, interrogeons-nous tous sur cette énième tragédie. C'est le moment de la honte».

«CYNISME TRAGIQUE» Hier comme aujourd'hui, c'est la question du sauvetage des embarcations de migrants dans cette zone qui pose question. Un rapport, publié par l'ONG Alarm Phone au lendemain du naufrage des 130 exilés au large de la Libye, alerte : «Ces morts ne sont pas un accident.» Il pointe les responsables, à commencer par les autorités maltaises et libyennes qui, selon l'ONG, ont manqué à leur devoir en n'intervenant pas. Mais, surtout, les autorités européennes n'auraient pas prévenu les navires marchands qui circulaient dans la zone et auraient pu porter secours. Et ce, malgré le vol d'un avion de Frontex de reconnaissance,

© 2021 SA Libération. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 8 octobre 2021 à BIBLIOTHEQUE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20210503-LI-169050208

sept heures après le naufrage. «Cet avion a été envoyé beaucoup trop tardivement. Un avion arrivé plus tôt aurait pu identifier l'embarcation», estime Fabienne Lassalle, directrice adjointe de SOS Méditerranée. Cette passivité a suscité l'indignation partout en Europe - pour la qualifier, le quotidien belge De Standaard a cette formule: «L'Europe regarde 130 migrants se noyer, depuis un avion.» A défaut, c'est donc l'Océan Viking qui a fait route vers la zone. Trop tard, malheureusement: le signalement se trouvait à dix heures de navigation de leur position - bien trop pour espérer trouver des survivants. Après ce drame, les députés européens ont fait savoir leur mécontentement en refusant d'approuver vendredi le budget de Frontex à 528 voix contre 127: ils estiment que le rôle de l'agence européenne n'est pas clair - elle est en outre soupçonnée d'avoir participé à des renvois forcés de migrants. Selon les ONG, cet énième naufrage est le révélateur de la stratégie mortifère de l'Union européenne depuis 2018 en Méditerranée (ou plutôt de son absence) : à chaque signalement, plutôt que d'intervenir, elle rejette la responsabilité des opérations, tout en désignant les autorités libyennes, qui elles-mêmes, dans un jeu de ping-pong, leur renvoient la balle. Fabienne Lassalle : «Auparavant, c'était notamment les autorités italiennes et maltaises qui coordonnaient les sauvetages dans cette zone. En juin 2018, ils ont transféré cette responsabilité aux Libyens, car si vous coordonnez un sauvetage, vous devez désigner un port de débarquement. C'est un moyen trouvé par l'Europe pour lignages miter l'arrivée des embarcations en Europe. C'est d'un cynisme tragique: l'Europe a détourné les yeux sur ce qu'il se passe et renonce à toute responsabilité.» En at-

tendant, les exilés se noient. Dans cette zone, le nombre de cadavres repêchés ne cesse d'augmenter chaque année. Depuis le 1er janvier, ce sont au moins 599 migrants qui ont péri en Méditerranée, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) -contre 278 en 2020 sur la même période. La plupart (488) ont trouvé la mort sur cette route centrale, la plus dangereuse, au départ notamment de la Libye où ils espèrent fuir «l'enfer» des réseaux de traite, d'esclavage et de torture. En juin 2019, Omer Shatz, membre du Global Legal Action Network, et Juan Branco, avocat et polémiste, avaient déjà porté plainte à la Cour pénale internationale (CPI). Ils ont accusé l'Union européenne d'avoir «ignoré le sort des migrants en détresse en mer» et donc «orchestré, directement et indirectement, l'interception et la détention des 40 000 personnes en Libye».

«COLÈRE ET AMERTUME» Aujourd'hui, les associations appellent communément à un réveil des Etats membres de l'UE, pour que «les 130 ne soient pas morts pour rien». Car pour l'heure, l'Océan Viking, affrété par SOS Méditerranée, est le seul navire à porter secours aux embarcations en détresse dans cette zone immense: il y a 500 kilomètres entre la Libye et les premières côtes européennes. «Ce n'est pas suffisant, la Méditerranée devient une fosse commune à ciel ouvert, des gens se noient à la porte de l'Europe et les autorités ne font rien», s'est insurgée Morgane Lescot auprès de Libé après le second naufrage. Mardi, une nouvelle embarcation de 236 personnes, dont 119 mineurs, a été signalée en détresse dans ces eaux. Cette fois, l'Océan Viking a pu intervenir à temps. «Mais nos moyens restent insuffisants. Nous pallions une partie du problème, le drame reste immense. Ce n'est même plus de l'indig-

nation, c'est de la colère et énormément d'amertume», regrette Fabienne Lassalle. Les ONG appellent à une solution commune à l'Europe: la mise en place d'une flotte de sauvetage de l'Union pour intervenir en cas de besoin. Pour le moment, ce n'est pas en projet. Bien au contraire: des accords conclus entre l'UE, la Libye et la Turquie ont plutôt conduit au renforcement des contrôles frontaliers dans ces pays ces derniers mois. En conséquence, les migrants s'orientent désormais en grande partie vers le Maroc. De là, la pression sur une nouvelle route migratoire à destination des Canaries s'est intensifiée. Avec aussi son lot de drames : mercredi, les cadavres de 24 personnes dont deux mineurs ont été repêchés. ? Lire également en page 20.

l'Humanité

Nom de la source

l'Humanité

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Vendredi 9 juillet 2021

l'Humanité • p. 8 • 346 mots

Migrations

L'Océan Viking en quête d'un port d'urgence

Félix Paulet

Sans un débarquement rapide, les 572 passagers du navire de SOS Méditerranée vont, dès ce vendredi, manquer de nourriture et de médicaments.

«D'ici vendredi, nous allons commencer à manquer de nourriture pour tous les rescapés, ainsi que de médicaments », alertait dans une vidéo, le mercredi 7 juillet, Claire, bénévole à bord de l'Océan Viking. Il faut dire que la situation est critique sur le navire humanitaire de SOS Méditerranée. Au cours des cinq derniers jours, 572 passagers, dont 183 mineurs, en grande majorité isolés, ont été secourus lors de six opérations de sauvetage. La plus importante a eu lieu dans la nuit du 4 au 5 juillet, lors de laquelle 369 personnes sont montées à bord. « Certaines ont passé trois jours en mer, au soleil, avant d'être secourues par nos équipes. Nous avons des cas d'épuisement total, de déshydratation », expliquait Claire. Des états aggravés par le mal de mer, provoqué par d'importantes vagues. Enfin, surtout, le bateau n'est pas conçu pour accueillir autant de monde. Quatre demandes d'autorisation de débarquement ont été déposées par SOS Méditerranée sans recevoir jusqu'à présent de réponse. L'ONG a appelé « les pays européens à coordonner d'urgence un débarquement ».

C'est le seul navire humanitaire autorisé

en Méditerranée

La situation pose une nouvelle fois la question de la gestion des migrants en Méditerranée par l'Union européenne. « Un environnement où la dignité et les droits de l'homme sont en danger », selon la haut-commissaire aux droits de l'homme des Nations unies, Michelle Bachelet. Le 30 juin, l'ONG Sea-Watch a publié une vidéo montrant un navire des gardes-côtes libyens tirant à plusieurs reprises sur un navire de migrants avant de tenter de le faire chavirer au large de la Sicile. Selon l'Organisation internationale des migrations, 898 personnes sont mortes en Méditerranée depuis le début de l'année 2021. En mai, l'Océan Viking avait déjà sauvé 286 personnes en mer de Sicile. Il est actuellement le seul navire humanitaire à pouvoir patrouiller en Méditerranée. Le Geo Barents de Médecins sans frontières est, lui, retenu en Sicile depuis le 2 juillet.

© 2021 l'Humanité. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 8 octobre 2021 à BIBLIOTHEQUE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20210709-HU-477047

LA CROIX

Nom de la source

La Croix

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

p. 4



Mercredi 21 juillet 2021

La Croix • no. 42066 • p. 4 • 548 mots

Question du jour

Pourquoi le nombre de morts en Méditerranée a-t-il doublé cette année ?

Au moins 1 146 migrants sont morts en mer Méditerranée au cours du premier semestre 2021, deux fois plus que l'an dernier, alerte l'Organisation internationale pour les migrations, qui appelle les États à prendre « des mesures urgentes et proactives ». Dans la Manche, au moins 430 migrants ont tenté lundi 19 juillet de se rendre au Royaume-Uni : un nouveau record.

Recueilli par Thomas Guichard

Les sauvetages en mer sont moins nombreux

Matthieu Tardis

Chercheur à l'Institut français des relations internationales (Ifri) et spécialiste des migrations

Le nombre des décès n'est pas une science exacte - il faut parfois les estimer à partir de bateaux échoués - mais la plupart des migrants recensés par l'Organisation internationale pour les migrations se noient sur la route la plus dangereuse en Méditerranée : celle qui part des côtes tunisiennes et libyennes et va jusqu'en Italie, voire à Malte. Les traversées du Maroc vers les Canaries sont en hausse elles aussi depuis quelques années : là c'est autre chose, l'océan Atlantique étant encore plus dangereux.

En Méditerranée, on remarque une baisse du nombre d'opérations de sauvetage en mer depuis le début de la pandémie. Auparavant, la marine italienne était présente, ainsi que les bateaux des ONG. Mais les autorités italiennes ont criminalisé le sauvetage des mi-

grants en mer, et imposent également des restrictions fortes aux bateaux qui partent en mer sous couvert de Covid-19. Cet été, il n'y a quasiment plus de bateaux destinés au sauvetage, alors que l'on est en pleine saison des traversées, la mer étant plus calme à cette période.

Les Européens ont transféré les opérations de sauvetage aux garde-côtes libyens. Via un fonds d'urgence adopté en 2015, l'Union européenne les forme et les équipe en matériel. Ce sont eux qui interceptent les bateaux avant que les migrants ne touchent le sol européen - ce qui obligerait l'Europe à leur garantir des droits.

Cela fait plus de vingt ans qu'il y a des morts en Méditerranée. La stratégie européenne de déléguer la rétention des migrants à des pays tiers - du Maroc à la Turquie - ne donne pas de bons résultats sur le plan humanitaire. Elle est même en train de devenir un piège géopolitique pour les Européens : ces pays à qui l'on a confié la gestion des flux migratoires font chanter l'Union européenne et menacent régulièrement de laisser

© 2021 la Croix. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 8 octobre 2021 à BIBLIOTHEQUE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20210721-LC-04lx-1409871

passer les migrants. On leur a accordé un peu de notre souveraineté : notre modèle européen s'affaiblit en termes de droits de l'homme.

Si le nombre de morts a doublé au début de cette année, c'est parce que 2020 a été une année un peu spéciale. La moitié de l'humanité étant confinée, il y a eu une baisse des flux migratoires de manière générale.

La mer Méditerranée ne représente qu'une partie ultra-minoritaire des arrivées en Europe. On dénombrait 2,5 millions d'entrées irrégulières sur le sol européen dans les années 1970, un million seulement en 2015.

Il est de plus en plus difficile de traverser le Sahara. Le Maroc, la Tunisie et l'Algérie contrôlent davantage leurs frontières et renvoient plus qu'avant les migrants venus d'Afrique subsaharienne. L'essentiel des flux migratoires en Europe - mais c'est vrai aussi en Afrique et sur les autres continents - est régional. Ils viennent surtout d'Ukraine et des Balkans.

LA CROIX

Nom de la source

La Croix

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

p. 7



Jeudi 27 mai 2021

La Croix • no. 42020 • p. 7 • 305 mots

Morts en Méditerranée, l'UE et la Libye pointées du doigt

Le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme souligne, dans un rapport publié mercredi 26 mai, la responsabilité des États européens et de la Libye dans la mort des migrants en Méditerranée. L'agence onusienne les exhorte de réformer leurs opérations de sauvetage.

William Gazeau

Les morts de migrants en mer Méditerranée ne sont pas des accidents. Réfutant toute « anomalie tragique », le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme indique dans un rapport, portant sur les opérations de recherche et de sauvetage en mer Méditerranée, publié mercredi 26 mai, que ces morts sont « une conséquence de décisions politiques et de pratiques concrètes des autorités libyennes, des États membres et des institutions de l'Union européenne, et d'autres acteurs ».

Le document, intitulé *Mépris fatal : Recherche et sauvetage et protection des migrants en Méditerranée centrale*, incrimine les pratiques de sauvetage jugées « dangereuses », en particulier les « refoulements » illégaux de migrants à la mer. Les entraves infligées aux acteurs humanitaires qui s'occupent de secourir les migrants en pleine mer sont aussi pointées du doigt. L'agence onusienne conclut également que la Libye n'est pas un lieu sûr pour le débarquement des migrants. « Depuis 2017, cette stratégie est privilégiée par l'Europe », commente Matthieu Tardis, spécialiste des questions migratoires à l'Institut français des relations interna-

tionales. Mais les migrants débarqués sont souvent directement placés en centre de détention et maltraités. »

Ces politiques et ces pratiques « échouent à donner la priorité à la vie, à la sécurité et aux droits de l'homme des personnes qui tentent de passer d'Afrique en Europe », résume le rapport. Pour le chercheur, la solution passe par « le développement de voies légales d'immigration, en particulier pour les réfugiés ». Depuis 2014, plus de 20 000 migrants sont morts en tentant de traverser la Méditerranée selon les chiffres de l'Organisation internationale pour les migrations.

© 2021 la Croix. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 8 octobre 2021 à BIBLIOTHEQUE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20210527-LC-o4lx-1381034

LE FIGARO**Nom de la source**

Le Figaro

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Samedi 2 octobre 2021

Le Figaro • no. 23986 • p. 8 • 761 mots

La Grèce se prépare à un nouvel afflux de migrants

Athènes se méfie de la réaction d'Ankara après la signature récente d'un accord de défense avec la France.

Kefalas, Alexia

p. 8



MÉDITERRANÉE ORIENTALE En survolant l'île de Samos, on comprend facilement que ce qui la sépare de la Turquie se résume à un canal sur la mer Égée. Cette terre de Pythagore est l'une des portes d'entrée de nombreux exilés en Europe, et c'est justement ici que le gouvernement grec a décidé de durcir le ton. En ce premier jour d'octobre, et à peine de retour de Paris, Kyriakos Mitsotakis, premier ministre grec, est venu visiter un nouveau centre pour demandeurs d'asile. Mais avant de s'y rendre, il tient à s'arrêter auprès des soldats et gardes-côtes de l'île. Car ces dernières semaines, la Grèce se barricade. S'il est encore trop tôt pour jauger les flux migratoires depuis la prise de Kaboul par les talibans, le pays joue la prévention. Les patrouilles terrestres et maritimes sont renforcées et de nouveaux policiers ont été dépêchés aux frontières.

Athènes se méfie surtout de la réaction turque après l'accord de défense signé avec Paris, mardi dernier, par lequel la Grèce s'engage à acheter trois frégates de type Belharra ainsi que six chasseurs Rafale (*) de plus. Le ministère turc des Affaires étrangères a estimé qu'avec cet accord, « la Grèce menace la paix dans la région ». De quoi pousser Athènes

COSTAS BALTAS/REUTERS

Vendredi, le premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis (lunettes), visite le nouveau camp de réfugiés à Zervou, sur l'île de Samos.

à se tenir prête. En saluant les forces armées, « qui sont en permanence renforcées pour faire face à d'éventuelles provocations », il n'oublie pas le coup de force d'Ankara, en mars 2020, qui avait brisé l'accord de 2016 avec l'Union européenne en ouvrant sa frontière aux migrants. Le sort des réfugiés est une arme privilégiée pour la Turquie face à l'Europe.

C'est pourquoi, au-delà de ces précautions, le premier ministre grec insiste sur le besoin « d'un pacte européen en matière de migration ». Il milite pour un accord entre les pays du Sud, exposés en première ligne et ceux du Nord, dont le groupe de Visegrad (Hongrie, Tchéquie, Slovaquie et Pologne). À tous ceux qui estiment qu'aucune décision forte ne peut être prise avant avril 2022, en raison des élections nationales en Hongrie et en France, il répond « qu'au contraire il faut agir dès maintenant. » « L'absence de réponse commune laisse libre cours aux passeurs qui jouent avec les failles du droit européen. Nombre d'entre eux ont été arrêtés l'an dernier, et certains étaient particulièrement dan-

© 2021 Le Figaro. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 8 octobre 2021 à BIBLIOTHEQUE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20211002-LF-902x20x2778695323

gereux. Il faut que les exilés, en quête d'un meilleur avenir, cessent de se ruiner auprès des passeurs, car nous n'accepterons qu'un nombre restreint d'entre eux », estime Kyriakos Mitsotakis.

Un nouveau centre d'accueil de demandeurs d'asile vient d'être inauguré dans la région de Zervou, au centre de l'île. Un bâtiment ultramoderne, d'une capacité de 3 000 places, qui accueille actuellement 300 demandeurs d'asile dont 26 enfants scolarisés à l'extérieur. Accès au Wi-Fi, terrains de sport, aires de jeux et chambres limitées à quatre personnes s'étendent sur une superficie de 15 hectares. De meilleures conditions de vie que celles du camp tristement célèbre de Moria à Lesbos, ravagé par les flammes il y a un an. « L'ancien camp de Samos, à Vathy, était aussi celui de la honte », assure Giorgos Stantzios, le maire de l'île. « Plus de 10 000 personnes s'y entassaient pour 700 places en toute insalubrité, et des centaines de rats circulaient. D'autant que ce camp était situé au centre de la ville de Vathy, près d'une école. Ça ne pouvait plus durer », dit-il.

Le nouveau centre de Zervou est certes plus propre, mais il est fermé, entouré de barbelés et de portiques de sécurité. Les allées et venues des réfugiés sont surveillées par un système de caméras, et les sorties la nuit interdites. C'est d'ailleurs ce qui dérange nombre d'ONG, selon lesquelles « l'enfermement a directement des effets sur la santé psychologique des demandeurs d'asile ». « D'autant que dans le camp, ils sont classés par origine. Dans les blocs verts vivent les Afghans, dans les rouges, les Africains et dans les bleus les Syriens », explique Marc-Antoine Pineau de l'ONG AAISA. Il n'empêche, le premier ministre grec reste ferme. « Notre pays

a reçu 43 millions d'euros de l'Union européenne pour construire ce centre à Samos, et va en recevoir autant pour les prochains camps sur les autres îles », assure Kyriakos Mitsotakis. Des centres tout neufs et propres, mais exclusivement destinés à ceux qui bénéficient du droit à l'asile.

(*) Le Rafale est produit par le groupe Dassault, propriétaire du « Figaro » .

Le Monde

Nom de la source

Le Monde

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Jeudi 7 octobre 2021

Le Monde • p. 25 • 1901 mots

Les invisibles venues d'Afrique

Les **migrantes** originaires d'Afrique de l'Ouest sont de plus en plus nombreuses à tenter de rallier les Canaries, archipel espagnol situé au large du Maroc. Un voyage au cours duquel certaines d'entre elles se retrouvent à la merci des passeurs et exploiters en tout genre

Mustapha Kessous

p. 25



Grande Canarie (îles Canaries) envoyé spécial - Ris-Orangis, terminus de son exil. Dans le pavillon de sa grande soeur, Mariama se repose, et décompresses. « Je suis soulagée », lâche-t-elle d'une voix à peine audible. Cette Ivoirienne de 35 ans, réservée et pudique, est arrivée dans ce coin de l'Essonne le 7 août, après un périple commencé il y a plus de deux ans, un voyage sans retour de plusieurs milliers de kilomètres, à brûler les frontières sans visa ni papiers. Avec une étape plus décisive que les autres : les Canaries. C'est là, à Las Palmas, que Le Monde l'avait rencontrée une première fois, le 22 juillet.

Situé au large du Maroc, cet archipel espagnol de l'Atlantique est devenu une des portes d'entrée maritime vers l'Europe les plus fréquentées par les **migrants**. « La route canarienne est la plus active sur la frontière euro africaine occidentale », confirme l'association Caminando Fronteras, qui oeuvre pour la protection des droits de ces **migrants**. Les chiffres le prouvent : d'après le ministère de l'intérieur espagnol, 13 118 personnes pour la plupart originaires d'Afrique de l'Ouest ont débarqué sur place, du 1er janvier au 30 septembre, à bord de 340 embarcations. En 2019, les autorités n'en avaient dénombré, à cette

date, que 6 124. « Les problèmes politiques des derniers mois entre le Maroc et l'Espagne concernant Ceuta et Melilla ont poussé les gens à chercher une autre voie de passage », souligne Mame Cheikh Mbaye, président de la Fédération des associations africaines aux Canaries (FAAC). « Ce qu'il se passe en ce moment en Afrique est pire que la guerre, c'est la détresse économique. Les Africains vivent dans une telle souffrance qu'ils sont prêts à affronter l'océan », ajoute Soda Niasse, 42 ans, une Sénégalaise qui milite pour la dignité des sans-papiers sur l'archipel.

Retour à Las Palmas, en juillet. En ce début de soirée, la ville commence à bâiller. Dans une maison au charme fou, c'est une autre ambiance : des enfants galopent dans les couloirs ou dans la cour carrelée; des femmes dansent, radieuses comme jamais, pour l'anniversaire d'une fillette, son premier sur le sol européen, même si Las Palmas paraît bien éloigné de Paris ou de Bruxelles.

« Heureuse ? Oui. C'est comme si on vivait en colocation », lance Mariama. Ce refuge appartient à la Croix-Blanche, une fondation tenue par des frères Franciscains. La jeune Ivoirienne, vendeuse de légumes dans son pays, y est hébergée au côté d'une vingtaine d'autres femmes, toutes francophones.

© 2021 SA Le Monde. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Voilà quatre mois qu'elle est arrivée en « *patera* » (« bateau de fortune ») sur l'île de Grande Canarie. Ce lieu paisible lui permet de récupérer de cette épreuve. « *Et aussi de se réparer* », ajoute le frère Enrique, 42 ans, un des responsables de l'organisation. « *Ici, on donne de l'attention et de l'amour* », précise-t-il au sujet de ces exilées, souvent traumatisées par d'éprouvantes odyssées. Le religieux s'étonne de voir de plus en plus de femmes tentées par l'exil depuis le début de l'année. Un constat partagé par le président de la Croix-Rouge des Canaries, Antonio Rico Revuelta : « *En 2020, 10 % des migrants [sur 23 023] étaient des femmes. Cette année, nous sommes déjà à 17,1 %.* »

Échapper aux violences

« *Elles n'ont pas d'autre choix que de fuir* », insiste Mariama, la jeune Ivoirienne. Mais on ne s'imagine pas que c'est aussi dangereux. » Et meurtrier. L'ONG Caminando Fronteras a comptabilisé 2 087 victimes, disparues au large de l'Espagne, dont 341 femmes. « *Les décès sur les routes migratoires vers l'Espagne ont augmenté de 526 % par rapport à la même période l'an dernier* », souligne l'organisation. « *La route des Canaries est l'une des plus dangereuses au monde* », confirme Amnesty International. Si des centaines de femmes de toutes conditions sociales risquent leur vie sur ce chemin entre les côtes africaines et les Canaries (500 kilomètres d'océan), c'est pour échapper aux mariages forcés ou aux excisions sur elles-mêmes ou leurs enfants. « *Les violences de genre ont toujours été une explication à l'exode* », commente Camille Schmoll, géographe, autrice des *Damnées de la mer* (La Découverte, 2020). Celle-ci avance une autre explication à ces phénomènes migratoires :

« *Ces dernières années, beaucoup de femmes se sont installées au Maroc. Elles n'avaient pas toutes comme projet d'aller en Europe. Mais avec la crise sanitaire, la plupart ont perdu leur travail. Cette situation les a probablement contraintes à précipiter leur départ. On ne parle jamais d'elles : ce sont les oubliées et les invisibles de la migration.* »

Cris Beauchemin, chercheur à l'Institut national d'études démographiques (INED), estime pour sa part que le « *durcissement des politiques de regroupement familial peut être vu comme un motif qui pousse les femmes à partir de manière clandestine pour celles qui cherchent à rejoindre, en France, leur conjoint en règle ou pas* ». D'après lui, la féminisation de la migration n'est cependant pas une nouveauté. En 2013, une étude menée par l'INED et intitulée « *Les immigrés en France : en majorité des femmes* » expliquait déjà que les **migrantes** portaient « *de façon autonome afin de travailler ou de faire des études* ».

« *Celles qui arrivent en France sont de plus en plus souvent des célibataires ou des "pionnières" qui devancent leur conjoint*, notait cette étude. *La scolarisation croissante des femmes dans leur pays d'origine et leur accès à l'enseignement supérieur jouent sans doute ici un rôle déterminant.* » Selon Camille Schmoll, les femmes célibataires, divorcées, ou simplement en quête de liberté ou d'un avenir meilleur pour leurs proches et leurs enfants sont parfois mal vues dans leur pays. « *Ces statuts difficiles à assumer les incitent à partir* », dit-elle.

Ce fut le cas de Mariama. Son histoire commence en 2017 et résume celles de bien d'autres **migrantes** rencontrées à

Las Palmas. Assise dans un fauteuil, enveloppée dans un voile rose qui semble l'étreindre, entourée par la travailleuse sociale et la psychologue du centre, elle se raconte : ses deux filles, de 6 et 8 ans; son mari, un électricien porté sur l'alcool. Ce n'est pas la violence conjugale, tristement ordinaire, qui la pousse à envisager l'exil, en 2019, mais ces nuits où elle surprend son époux en train de « *toucher* » deux de ses nièces. « *J'avais peur qu'il finisse par s'en prendre à mes filles, je devais agir.* » Son but ? Rejoindre unesoeur installée en France. Dans le plus grand secret, elle économise chaque jour quelques euros pendant près de deux ans.

C'est alors que la destinée va bouleverser ses plans, et ajouter de la peine et des angoisses à une situation déjà douloureuse. Sa famille lui confie une nièce de 8 ans, dont le père vient de mourir noyé en Méditerranée en tentant d'atteindre l'Italie en bateau. Sa mère, elle, est décédée d'une maladie foudroyante. « *Personne d'autre ne pouvait s'occuper de la petite* », assure Mariama. *Je suis sa nouvelle maman.* » Le moment du départ approche, mais que faire ? Fuir avec les trois petites ? Impossible, elle n'en aura pas les moyens. Le cœur déchiré, elle choisit alors de laisser ses deux filles afin qu'au moins elles restent ensemble chez une soeur domiciliée loin de leur père...

A l'été 2019, Mariama et sa nièce quittent la Côte d'Ivoire en car, direction Casablanca, au Maroc. Là-bas, elle devient à la fois nounou, femme de ménage et cuisinière pour une famille marocaine. « *Je gagnais 8 euros par jour, je dormais par terre, dans la cuisine*. Exploitation, préjugés, racisme, tel est, d'après elle, son nouveau quotidien. « *Un jour, au début de la crise du coro-*

navirus, je monte dans un bus, et une personne me crache dessus en criant : "Pourquoi les autres meurent facilement et pas vous, les Africains ?" »

Après avoir économisé un peu d'argent, elle se rend avec sa nièce à Dakhla, au Sahara occidental (sous contrôle marocain), dans l'espoir de rallier les Canaries. Les passeurs ? *« C'est "flouze, flouze" ou "fuck, fuck" », résume-t-elle. Généralement, dans ce genre de voyage, les femmessont violentées, violées, et les enfants entendent. »* Mariama retient ses larmes. Elle n'a pas été violée comme d'autres protégées de la Croix-Blanche mais elle ne compte plus le nombre de fois où des policiers, des habitants, l'ont *« tripotée »*.

Une nuit, à Dakhla, après avoir versé 800 euros à un passeur, elle obtient deux places à bord d'un *« modeste bateau de pêche »* avec 40 autres personnes. La suite restera à jamais gravée en elle : la peur, l'obscurité, les vagues, l'eau qui s'invite à bord, le visage de son frère, mort noyé, lui aussi, lors d'une traversée clandestine. Et les cris, la promiscuité... *« On ne peut pas bouger. Si tu veux uriner, c'est sur toi. Je me suis dit que c'était du suicide. Je n'arrêtais pas de demander pardon à la petite. Je l'avais coincée entre mes jambes. »* La traversée dure cinq jours. Une fois la frontière virtuelle espagnole franchie, tout le monde sur le bateau se met à hurler *« Boza ! »*, un cri synonyme de « victoire » en Afrique de l'Ouest. Les secours ne sont pas loin... *« Je m'incline devant le courage de ces femmes. Quelle résilience ! »*, confie Candella, 29 ans, une ancienne travailleuse sociale, si marquée par ces destins qu'elle a fini par démissionner, en février, de son poste dans une importante ONG. *« A force d'écouter leurs histoires, je les ai faites*

miennes, je n'en dormais plus la nuit. » Comment les oublier ? *« Durant leur voyage en Afrique, beaucoup de femmes violées sont tombées enceintes. Une fois aux Canaries, personne ne leur a dit qu'elles avaient le droit d'avorter en Espagne. D'autres ont découvert qu'elles avaient le sida en arrivant ici. C'est moi qui devais le leur annoncer. »*

Rejoindre leur famille

Depuis deux décennies, Begoña Barrenengoa, une éducatrice sociale de 73 ans, suit de près les dossiers des clandestins, et parti culièrement ceux liés aux violences faites aux femmes. D'après elle, les **migrantes** sont *« les plus vulnérables parmi les vulnérables »*. D'où sa volonté de les aider à continuer leur chemin vers le nord et l'Europe continentale. Car elles ne veulent pas rester aux Canaries mais rejoindre leur famille, en particulier en France. *« L'archipel n'est qu'un point de passage, il n'y a de toute façon pas de travail ici »*, souligne Mme Barrenengoa.

En mars, un juge de Las Palmas a ordonné aux autorités espagnoles de ne plus bloquer les **migrants** désireux de se rendre sur le continent. *« Avec un simple passeport voire une copie, ou une demande d'asile, ils ont pu voyager jusqu'à Madrid ou Barcelone, et aller en France »*, poursuit Begoña Barrenengoa. Selon Mame Cheikh Mbaye (FAAC), entre 10 000 et 15 000 personnes auraient rallié la péninsule depuis cette décision de justice, des transferts le plus souvent organisés par la Croix-Rouge. *« Huit migrants sur dix arrivés cette année par la mer aux îles ont poursuivi leur voyage vers la péninsule »*, assurait récemment le journal canarien *La Provincia*.

Aujourd'hui, la plupart des femmes ren-

contrées à la Croix-Blanche sont sur le territoire français. *« J'ai pu voyager avec mon passeport et celui de la petite, confirme ainsi Mariama. C'est ma soeur qui a acheté mon billet d'avion pour Bilbao. »* Une fois sur place, elle a pris un car jusqu'à Bordeaux, puis un Blablacar vers Ris-Orangis, au sud de Paris. Son ancienne vie est derrière elle, désormais, et elle ne veut plus parler de son périple. *« Moi, je ne demande pas beaucoup, juste le minimum »*, confie-t-elle. Maintenant que sa nièce est bien installée, et scolarisée, la jeune Ivoirienne n'a qu'un rêve : faire venir ses deux filles en France, *« un pays où l'on se sent enfin libre »*.

Le Monde

Nom de la source

Le Monde

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Jeudi 2 septembre 2021

Le Monde • p. 31 • 838 mots

Histoire d'unE Notion

Migrant

Les usages et les représentations du mot « migrant » ont évolué au fil du temps. En 2015, quand explose la crise migratoire, le terme est au coeur des polémiques. Mais que désigne-t-il vraiment ?

Ariane Ferrand

p. 31



Les images dramatiques de l'aéroport de Kaboul, où des Afghans se pressaient par milliers ces jours derniers dans l'espoir de fuir les talibans, si elles ont ému l'opinion dans les pays occidentaux, ont aussi relancé le débat sur la question des migrations. En France, une presse quasi unanime, comme la classe politique dans sa majorité, évoque le devoir d'accorder l'asile aux « réfugiés afghans » ; tandis qu'une partie de la droite et l'extrême droite mettent en garde devant un « flux migratoire » qu'elles jugent préoccupant. Réfugiés, migrants, des synonymes ? Pas vraiment. Le choix des mots est loin de se faire au hasard.

Le mot « migrant » était davantage utilisé lors de ce que l'on a coutume d'appeler la « crise migratoire », qui débute en 2015. Mais le 20 août 2015, Barry Malone, journaliste pour le site anglophone du média Al-Jazira, annonçait que la chaîne qatarie n'utiliserait plus à l'avenir ce mot pour désigner les personnes qui traversent la Méditerranée pour atteindre l'Europe, venues en particulier de Syrie, d'Irak, d'Afghanistan et d'Afrique de l'Est. Le terme « n'est plus adapté à la description de l'horreur qui se déroule en Méditerranée », affirmait le journaliste, car il est devenu « un outil de déshumanisation ». La chaîne lui

préférerait « réfugié », qui suggérerait plus justement la situation de ces personnes en quête de refuge, qui fuient la guerre, la famine et la pauvreté. Mais que désigne vraiment cette notion de « migrant » ?

« Mouvement continu »

C'est la petite dernière de la famille des mots en « migr », qui plongent leurs racines dans leurs ancêtres latins (*migrare*, *migratio*). Mais, alors que le terme « migration » est utilisé dès le XVI^e siècle en français, celui de « migrant » est relativement récent : on en trouve les premières traces écrites à partir des années 1950-1960. La notion est « intimement liée aux conflits du XX^e siècle, qui ont déclenché d'importants mouvements de populations », explique Laura Calabrese, enseignante à l'Université libre de Bruxelles et coauteure du livre « *Penser les mots, dire la migration* » (Academia, 2018). Les occurrences du terme connaissent un nouvel essor dans les années 2000, et, à partir de 2015, avec la crise migratoire, elles explosent. Si son usage a alors pris une ampleur considérable, décrypte l'enseignante, c'est sans doute parce qu'il fallait un mot neuf, ou en tout cas moins utilisé, pour traduire un phénomène qu'on n'avait plus l'habitude de voir en Europe depuis des décennies, celui des

© 2021 SA Le Monde. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 8 octobre 2021 à BIBLIOTHEQUE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20210902-LM-9219551

déplacements massifs de populations. C'est aussi parce que, ajoute-t-elle, le participe présent exprime mieux « *le processus, le mouvement continu, celui de gens en train de migrer d'un lieu à l'autre, qui, parfois, ont du mal à se fixer parce qu'ils se font refouler aux portes des pays occidentaux* » .

Plus précisément, quel est le sens du mot ? Il faut distinguer, selon l'universitaire, « *d'un côté le sens lexical et juridique, celui du dictionnaire ou d'institutions qualifiées, et de l'autre le sens discursif, c'est-à-dire les usages politiques, médiatiques ou courants du mot* » . Le premier a peu évolué, même s'il n'y a aucune définition juridiquement reconnue. Les Nations unies définissent par exemple des catégories de **migrants** en fonction de la durée de séjour dans leur pays d'accueil. En revanche, les représentations et les usages du mot sont mouvants. Là où le terme « *migration* » pouvait avoir une connotation aventurière, « *les migrants d'aujourd'hui sont assimilés à l'illégalité, la clandestinité, la pauvreté, et même parfois au terrorisme* », analyse la chercheuse. « *Un migrant, dans l'acception mainstream, c'est un homme jeune qui vient d'un pays musulman pauvre* », poursuit-elle. Et ces images mentales varient non seulement dans le temps, mais aussi dans l'espace, d'un pays à l'autre. Aux Etats-Unis, les imaginaires se focaliseront plutôt sur des personnes venues d'Amérique latine.

Pour revenir sur les évolutions récentes en France, depuis 2015, les représentations autour des **migrants** ont changé au fil des discours et des événements. De terme assez neutre, le mot est d'abord devenu, avec la crise migratoire, le reflet d'une catastrophe humanitaire marquée par les images fortes de naufrages en **Méditerranée**. Mais le discours s'est dur-

ci quand ces personnes se sont amassées aux portes de l'Europe. Leur image s'est aussi détériorée au gré d'événements particuliers, comme certaines actions terroristes. On peut encore affiner, poursuit l'universitaire, en distinguant les usages de différents acteurs.

Dans l'ensemble, les journalistes ont d'abord cherché le « mot juste », s'intéressant de près à la polémique d'Al-Jazira opposant **migrant** et réfugié. De son côté, le champ politique, en particulier à droite, a repris cette dichotomie en identifiant deux catégories de personnes et en leur assignant des traitements distincts : la protection et le droit d'asile pour les réfugiés politiques en mesure de le prouver; le renvoi pour les **migrants** économiques. D'où une opposition binaire entre réfugiés légitimes et **migrants** illégitimes, alors que, dans les faits, les choses sont plus complexes. Enfin, les milieux associatifs ont, quant à eux, souvent utilisé les deux termes de façon indifférenciée, avec un seul mot d'ordre : « *Tous les accueillir.* »

Le Monde

Nom de la source

Le Monde

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

p. 2



Vendredi 21 mai 2021

Le Monde • p. 2 • 551 mots

L'Espagne au coeur de la géopolitique migratoire en Méditerranée

Frédéric Bobin

La tension hispano-marocaine autour de Ceuta n'est pas fortuite. Elle est le révélateur d'une nouvelle géopolitique migratoire en Méditerranée où l'on voit les zones de friction se déplacer de l'est vers l'ouest. En somme, le trio Maroc-Algérie-Tunisie prend désormais le pas sur la Libye et la Turquie, les deux tremplins privilégiés dans la grande crise de 2015-2016 comme couloirs de passage vers l'Europe. Et, dans cette reconfiguration, l'Espagne, le seul pays européen à avoir une frontière terrestre avec l'Afrique grâce à ses enclaves de Ceuta et Melilla, est aux premières loges.

En 2016, la péninsule ibérique ne représentait (avec 13 246 migrants et réfugiés débarqués sur son sol) que 3,4 % du total des arrivées sur le Vieux Continent, très loin derrière la Grèce (45,6 %) et l'Italie (46,7 %), selon les chiffres de l'Organisation internationale des migrations (OIM).

Quatre ans plus tard, la hiérarchie s'est inversée. Avec un chiffre en valeur absolue qui a triplé (à 41 861 arrivées), l'Espagne est devenue en 2020 le principal pays de débarquement en Europe, absorbant 42 % du flux, devant l'Italie (34,3 %) et la Grèce (14,8 %). Le tarissement du courant migratoire sur ces deux derniers pays est dû à une assistance européenne aux Etats de transit

accord conclu en mars 2016 entre Bruxelles et Ankara, financements des gardes-côtes libyens, aides au Niger dont les effets ont fini par se faire sentir.

Populations riveraines

Mais, alors que la crise s'apaisait sur ces routes de la Méditerranée orientale et centrale, les clignotants sont passés au rouge dans la zone occidentale. L'aspect inquiétant pour l'Europe est qu'il ne s'agit pas pour l'essentiel d'un redéploiement géographique du flux précédent qui contournerait ainsi les obstacles placés en Libye et en Turquie. La dynamique migratoire est différente car elle implique, cette fois, les populations riveraines et non plus seulement des migrants extérieurs subsahariens, syriens ou afghans en transit.

Trois facteurs y ont contribué. D'abord, la dégradation de la situation socio-économique en Tunisie, qui fournit désormais le premier contingent national de migrants arrivés en Italie (un tiers) alors que sa part était marginale lors de la précédente crise de 2015-2016. Ensuite, l'Algérie, minée par une double crise politique (la répression du Hirak) et économique (chute des revenus pétroliers), est le théâtre d'une reprise des départs vers l'Espagne. Le nombre d'Algériens débarqués sur la péninsule a été multiplié par 2,7 entre 2019 et 2020, selon les chiffres du Haut-Commissariat

© 2021 SA Le Monde. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



pour les réfugiés (HCR). Ils représentent désormais 40 % des arrivées en Espagne.

Enfin, et surtout, l'attitude du Maroc constitue un défi épineux pour l'Europe. Alors que Bruxelles a mobilisé près de 343 millions d'euros depuis 2014 pour aider Rabat à maîtriser ses flux migratoires, les Marocains ont à l'évidence levé le pied ces derniers mois ainsi que l'illustre avec éclat la crise de Ceuta afin d'imposer aux Européens leurs exigences sur le conflit du Sahara occidental. Le doute n'est pas permis : 55 % des arrivées en Espagne en 2020 (23 025 sur 41 861) provenaient des îles Canaries, un nombre en augmentation de... 753 % en l'espace d'un an.

Or ce flux inédit atlantique cette fois prend essentiellement sa source sur les côtes du Sahara occidental, fermement contrôlées par l'armée marocaine. Le message adressé aux Espagnols et, au-delà, aux Européens est sans ambiguïté.

Le Monde**Nom de la source**

Le Monde

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

p. 7



Mardi 3 août 2021

Le Monde • p. 7 • 49 mots

Immigration

Plus de 700 migrants secourus ce week-end en Méditerranée

Plus de 700 migrants tentant de traverser la Méditerranée à bord d'embarcations de fortune ont été secourus samedi 31 juillet et dimanche 1er août, notamment au large de Malte et de la Libye, a

annoncé, dimanche, l'ONG SOS Méditerranée.

© 2021 SA Le Monde. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 8 octobre 2021 à BIBLIOTHEQUE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20210803-LM-4892030b2

LE FIGARO**Nom de la source**

Le Figaro

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

p. 18



Samedi 21 août 2021

Le Figaro • no. 23950 • p. 18 • 1630 mots

Gibraltar, des Colonnes d'Hercule plus que jamais stratégiques

Théâtre de tensions historiques et de trafics en tout genre, le détroit reste, avec le canal de Suez, la seule issue de la **Méditerranée**.

de La Grange, Arnaud

E LLES MARQUAIENT les limites du monde connu. Au-delà, c'était des océans dangereux et des terres non civilisées. Pour les peuples de la Mare nostrum, les Colonnes d'Hercule symbolisèrent longtemps une porte extrême, dans la direction où le soleil se couche. Elles étaient plantées de part et d'autre du détroit, entre Europe et Afrique. Sur la rive européenne, le mont Calpe, aujourd'hui le rocher de Gibraltar, sur la rive africaine, le mont Abyla (« montagne aux singes »), désormais le djebel Musa, en terre marocaine.

La mythologie veut qu'Hercule, pour le dixième de ses douze travaux, ait dû ravir au géant Géryon son troupeau de boeufs paissant au bord de l'océan pour l'amener à Eurysthée. Après avoir fait chemin sur les rivages de Libye, Hercule passa sur la rive européenne et accomplit sa tâche. Il bâtit des digues pour resserrer le passage et faire barrage aux monstres atlantiques, puis éleva deux colonnes pour commémorer son exploit. Une autre version de la légende raconte qu'une seule et même montagne occupait alors la région et qu'Hercule, de sa force, la divisa en deux, ouvrant un passage entre l'Atlantique et la **Méditerranée**. Comme pour l'Atlantide et tant d'autres mythes, il y a toutefois débat sur

akg-images / Album / Pepe Lucas

les lieux, certains plaçant les Colonnes d'Hercule plus à l'est, au niveau du canal de Sicile, là où l'île italienne et la Tunisie tendent l'une vers l'autre. Cela ne les empêche pas de figurer sur les armoiries du royaume d'Espagne avec la fameuse devise « *Plus ultra* » (« toujours plus au-delà »). C'est après la conquête musulmane que le détroit prit le nom de Gibraltar. Le mot viendrait de l'arabe « *djebel al-Tariq* », du nom du guerrier Tariq ben Ziyad, qui prit pied sur le rocher au début du VIII^e siècle.

Quatre ports et trois drapeaux

Aujourd'hui, les « monstres marins » franchissent chaque année le détroit par dizaines de milliers. Gibraltar est l'un des grands passages maritimes mondiaux. Quelque 100 000 bateaux y naviguent chaque année, les deux tiers environ d'est en ouest ou l'inverse, le reste entre l'Afrique et l'Europe. Quatre ports s'y pressent dans le même environnement : Algésiras, en Espagne ; Gibraltar (sous drapeau britannique) ; Ceuta, dans l'enclave espagnole, et Tanger Med, au Maroc. On peut y ajouter l'ancien port de Tanger, mais il n'a plus guère qu'une vocation touristique. Ils ont tous une intense activité industrielle

© 2021 Le Figaro. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 8 octobre 2021 à BIBLIOTHEQUE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20210821-LF-892x20x23120563671

et commerciale, Algésiras et Tanger Med alignant même de gros terminaux pour conteneurs. Tous aussi sont très actifs pour le ravitaillement en fuel des navires. « Gibraltar est le plus gros pourvoyeur de fuel de tous les ports de la Méditerranée », explique John Ghio, capitaine en second du port de Gibraltar, et nous sommes même sur ce registre le troisième d'Europe, derrière Amsterdam et Anvers, et le septième du monde. » Des chiffres qui donnent la mesure du trafic dans le détroit. Le port du « Rocher » s'est spécialisé dans les services et le ravitaillement des navires qui viennent se mettre au mouillage dans sa partie ouest. Selon leur taille, la zone de mouillage peut en accueillir quatorze en même temps et une grosse vingtaine par jour à l'aune de la rapidité des ravitaillements. Ces bateaux vont du pétrolier au gros bateau de croisière en passant par les cargos généraux.

Depuis la fin du XVIII^e siècle et jusqu'à la convention des Nations unies sur le droit de la mer, il était majoritairement admis que les eaux territoriales s'étendent jusqu'à 3 milles marins des côtes, ce qui n'avait aucun effet sur le détroit de Gibraltar, large de 6 milles marins dans sa partie la plus étroite. Depuis 1982, cette délimitation est passée à 12 milles, signant la fin d'un « corridor de haute mer » à Gibraltar et imposant de traverser les eaux territoriales de certains États. « Le problème se corse avec les revendications croisées et les conflits de souveraineté de la zone », souligne Jamie Trinidad, de l'université de Cambridge. Ainsi le Maroc ne reconnaît pas la tutelle espagnole sur Ceuta. L'Espagne, elle, nie tout droit à des eaux territoriales au Royaume-Uni. « Les problèmes sont réduits grâce au droit international, la convention garantissant un « droit de passage en transit » pour un

navire dans un détroit tant que son passage se fait en continu et rapidement, dit Jamie Trinidad. Les choses peuvent se compliquer face à des questions de pollution ou d'accident maritime. » En revanche, et malgré ces disputes, la coopération entre les différentes forces de sécurité locales fonctionne plutôt bien face aux trafiquants de drogue ou passeurs de migrants. Devant l'ennemi commun, les riverains se retrouvent.

Le trafic de drogue est l'un des grands fléaux du détroit. La région sert de plaque tournante au trafic de haschich en provenance du Maroc. « La tâche est rude, car, dès que l'on démantèle un réseau, un autre naît immédiatement derrière », raconte le colonel Francisco Almansa, chef de la Guardia Civil pour le Campo de Gibraltar, avec un quartier général basé à Algésiras. « Et puis, ajoute-t-il, c'est une véritable façon de vivre ici. Nous avons affaire à des gens qui ont fait cela toute leur vie, et leurs aînés avant eux. La contrebande se transmet de père en fils... » La tradition cède toutefois du terrain à des modes d'action de plus en plus violents, reconnaît l'officier. Acheminé souvent par des bateaux rapides, avec parfois plus de 3 000 kg en une cargaison, le haschich est transféré dans de puissants 4 × 4 qui n'hésitent plus à foncer sur les véhicules des forces de l'ordre quand ils sont repérés.

Il y a aussi la cocaïne, venue d'Amérique du Sud et transitant souvent par l'Afrique de l'Ouest. Elle arrive dans des camions ou des conteneurs débarqués dans le port d'Algésiras. « Là encore, la riposte est difficile, dit le colonel Francisco Almansa. Algésiras est le premier port d'Espagne et le septième d'Europe, ce qui donne une idée du trafic. Il est impossible de contrôler

tous les conteneurs. Nous devons agir sur renseignement, en collaboration avec des services étrangers et en enquêtant en amont sur les sociétés afin de déceler celles qui sont douteuses ou créées pour le trafic. » Les autres défis de la Guardia Civil sont la contrefaçon de cigarettes et l'immigration clandestine. Sur ce dernier volet, l'année est plus calme que les précédentes, « même si on ne sait jamais ce qui peut soudain se passer, comme l'histoire l'a montré ». Quand la météo est bonne, certains migrants vont jusqu'à tenter la traversée sur des pneumatiques de plage. Si la région de Tarifa voit moins de tentatives aujourd'hui, c'est que ces temps-ci les passeurs préfèrent aborder la côte espagnole du côté d'Almeria.

Les enjeux du détroit sont aussi stratégiques. Depuis sa conquête, en 1704, Gibraltar a toujours été pour la Grande-Bretagne une base pour la projection de sa puissance en Méditerranée et une étape essentielle sur la route vers l'Orient. De manière à la fois symbolique et concrète, Gibraltar était un étendard de la suprématie navale britannique.

Durant la Seconde Guerre mondiale, Londres forme la Force H, destinée à remplacer la puissance navale française en Méditerranée après l'invasion allemande et la tragique attaque de Mers el-Kébir. Les navires anglais basés à Gibraltar assurent la protection de l'accès à Malte et bataillent avec la flotte italienne. Ils sont aussi engagés contre la marine allemande sur l'Atlantique. Quand l'opération Torch est déclenchée contre l'Afrika Korps de Rommel, la Force H joue un rôle important pour empêcher que les troupes allemandes ne soient ravitaillées par la Tunisie.

Sous-marins russes et « collier de perles » chinois

Pendant la guerre froide, Gibraltar joue un rôle de point d'appui pour l'Otan. Londres apporte aux alliés un lieu stratégique commandant l'entrée de la Méditerranée. À l'époque, dans l'éventualité d'une fermeture du canal de Suez, le détroit aurait été la seule voie possible pour entrer ou sortir de Méditerranée. Une réalité toujours d'actualité. Pour l'armée britannique, Gibraltar reste une importante base logistique et de renseignement, qui présente l'avantage immense d'être sur un territoire souverain où les Britanniques n'ont d'autorisation à demander à personne, à la différence des bases « hébergées ». D'un côté, il y a la piste aérienne, les installations portuaires et les installations de stockage de munitions, qui permettent d'alimenter en torpilles ou en missiles de croisière les sous-marins. De l'autre, il y a les stations radars et d'écoute qui surveillent les navires dans le cadre de la lutte contre la prolifération. Surtout, il y a le transit des sous-marins russes vers la Méditerranée orientale ou la mer Noire, que des systèmes immergés dans le détroit aident à détecter.

Dans le futur, le contrôle des points de passage obligés des grandes routes maritimes sera un enjeu clé dans le jeu des puissances. Il est ainsi fascinant de voir comment la stratégie chinoise se calque sur celle pratiquée depuis si longtemps par la Grande-Bretagne, avec le même mélange d'intérêts commerciaux et militaires. Depuis Singapour, les points d'appui anglais s'égrenaient jusqu'à Gibraltar, en passant par Ceylan, Oman, ou Chypre. Avec sa politique du « collier de perles », consistant à s'assurer des facilités portuaires de la mer de Chine jusqu'aux zones d'approvision-

nement en hydrocarbures du Moyen-Orient, Pékin chausse les bottes de mer anglaises. Son collier se prolonge jusqu'en Europe, avec notamment un pied posé, par le biais de prises de participations ou de partenariats, dans des ports d'Égypte, de Grèce et d'Italie. Mais les Chinois s'intéressent aussi de près au débouché de l'Atlantique, en posant des jalons dans les ports algériens de Cherchell et de Mers el-Kébir.

Illustration(s) :

Ci-contre, le détroit de Gibraltar et les côtes africaines vues depuis Tarifa (Espagne). Ci-dessous, un bâtiment de la Royal Navy dans le détroit en 1938. Depuis sa conquête, en 1704, Gibraltar a toujours été pour la Grande-Bretagne une base pour la projection de sa puissance en Méditerranée.

Note(s) :

adelagrange@lefigaro.fr



Nom de la source

Libération

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

p. 6



Vendredi 30 avril 2021

Libération • p. 6,7 • 1925 mots

Frontex sème l'eau trouble

Par TOMAS STATIUS

Migrants en Méditerranée ENQUÊTE En un an, les gardes-côtes libyens ont intercepté près de 12 000 migrants au large de la Libye. Parfois grâce à des informations de l'agence européenne de surveillance des frontières. «Libération» a enquêté sur ce système qui empêche les exilés de fuir l'enfer.

Il est 23 heures à Garabulli, à l'est de Tripoli, le 24 juin. Musa(1), Soudanais d'une vingtaine d'années, s'apprête à prendre la mer. Ce soir-là, ils sont environ 70 à grimper dans un canot pneumatique blanc échoué sur cette plage. Tous ont l'espoir de rejoindre l'île italienne de Lampedusa, à près de 300 kilomètres au nord-est. Cette route migratoire est l'une des plus dangereuses du monde. Plus de 20000 migrants y ont péri depuis 2014. La semaine dernière encore, 130 personnes s'y sont noyées.

Douze heures durant, le petit bateau fuse. A mi-journée le 25 juin, il a couvert presque la moitié de la distance qui le sépare de son objectif. «Le bateau avançait bien, nous étions tous assis et nous avions encore suffisamment d'essence.» Mais voilà que Musa revoit le coucou qu'il avait déjà aperçu au petit matin. «Il était blanc et gris.» Ce matin-là, un avion utilisé par Frontex, l'agence de gardes-côtes et de gardes-frontières européenne, survole la zone. Il est suivi d'un navire qui accroche finalement la traîne du canot. Sur son flanc, Musa déchiffre une inscription, «648 Ras Al Jadar». Puis un blason: le bateau est floqué aux couleurs des gardes-côtes libyens. Plus puissant, le bateau barre finalement la route du canot des migrants

PHOTO TAHA JAWASHI. AFP

Un garde-côte libyen surveille 147 migrants secourus en mer au large de la ville de Zawiya, à l'ouest de Tripoli, en 2017.

avant de le tamponner. Quatre hommes tombent à l'eau. Deux remontent à bord. Deux disparaissent, explique Musa. A l'arrêt, un Libyen «donne un coup de couteau dans notre bateau», se souvient-il, avant de leur lancer une corde. Il se rappelle les paroles, cyniques, de l'uniforme: «C'est fini, nous sommes ici pour vous sauver.» Ce jour-là, Musa et ses camarades sont les victimes d'un cadenas que l'Europe a créé pour se protéger des débarquements de migrants. Alors que près de 600 000 d'entre eux croupissent toujours en Libye, leur traversée est rendue périlleuse par le système qui est pourtant censé leur venir en aide.

«HYPOCRISIE» Les bateaux qui quittent les côtes libyennes sont toujours considérés en détresse en raison de leur suroccupation. Dans ce cadre, des opérations de «sauvetage», comme celle que Musa a vécue, sont encadrées par les traités internationaux. Les ONG les considèrent plutôt comme des «interceptions». Car derrière le gouvernail de ces bateaux qui sillonnent cette partie de la Méditerranée, on retrouve souvent les gardes-côtes libyens qui ramènent in-

© 2021 SA Libération. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 8 octobre 2021 à BIBLIOTHEQUE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20210430-LI-168975593

lassablement les migrants à leur point de départ. C'est le cas de 11 891 d'entre eux en 2020, selon un document à diffusion restreinte du Service européen pour l'action extérieure (SEAE) que Libération a pu consulter. Dans ce rapport, les autorités de Bruxelles s'inquiètent de leur sort: «Les migrants et les réfugiés continuent à être le sujet de détention arbitraire et de torture, tant dans les prisons officielles que non officielles. [] D'après l'ONU, parmi les auteurs de ces violations des droits de l'homme, on retrouve des membres du gouvernement.» Depuis 2018, Tripoli dispose de sa propre zone SAR (pour «search and rescue», recherches et sauvetage). Sur cette bande de 200 km, le pays est responsable des sauvetages en mer : à lui de contacter le bateau le plus à même d'intervenir. Ses gardes-côtes, sous perfusion d'argent européen, sont bien aidés par des avions de Frontex, qui leur signalent les naufrages. L'agence a cessé en 2019 ses patrouilles maritimes et ne conserve que des opérations de surveillance aérienne. En 2012, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a pourtant jugé que les réfugiés ne pouvaient être ramenés en Libye. Le mandat initial de Frontex est-il détourné de son objet ? «La plus grande hypocrisie est qu'en ayant des gardes-côtes en Libye, on évite que des gens traversent la Méditerranée», explique un employé de Frontex. «Nous n'avons jamais coopéré directement avec les gardes-côtes libyens», opposait de son côté Fabrice Leggeri, le directeur exécutif de l'agence, devant le Parlement européen en mars, déjà dans la tourmente depuis l'ouverture d'une enquête de l'Office européen de lutte antifraude (Olaf), le gendarme anticorruption de l'UE. Trois gardes-côtes et un haut gradé libyens arguent du contraire: ils affir-

ment avoir reçu directement de la part de Frontex les coordonnées de navires à sauver, parfois même sur la messagerie WhatsApp. Une violation «évidente du droit européen», selon Nora Markard, professeure à l'université de Münster. Si c'est le cas, c'est toujours sous le sceau de l'urgence, oppose l'agence: «Quand des vies humaines sont en jeu, nous essayons de transmettre l'information sur un sauvetage à tous les acteurs.» Après plusieurs mois d'enquête, Libération, ses partenaires du média néerlandais Lighthouse Reports, de l'émission de télévision allemande Monitor et du journal Der Spiegel sont en mesure de démontrer l'ampleur de cette relation contre-nature entre l'UE et les gardes-côtes libyens. Grâce à des données open source, à l'analyse des coordonnées de bateaux interceptés récoltées par les ONG Sea Watch et Alarm Phone, aux témoignages de survivants, de salariés de Frontex, de gardes-côtes, ainsi qu'à la consultation de documents exclusifs, de photos et de vidéos, nous avons pu reconstruire avec précision le déroulement de 94 tentatives de traversées, qui ont eu lieu entre janvier 2020 et mars 2021 en Méditerranée centrale. Pour 56 cas, les gardes-côtes libyens ont finalement intercepté les bateaux de migrants avant de les ramener à Tripoli. Pour 20 situations, un avion de Frontex a été aperçu à proximité de la scène du naufrage, avant même l'intervention des gardes-côtes. Ces derniers ne sont pourtant pas toujours les mieux placés, comme le 17 juin, où plusieurs navires marchands sont à moins de trois heures d'un canot pneumatique en détresse. Ce jour-là, les gardes-côtes mettront plus de sept heures à se rendre sur place. Des retards répétés qui ont pu causer la disparition de 91 migrants.

FRONTIÈRE FLOUE Les auteurs du

rapport du SEAE s'inquiètent également de l'état des bateaux libyens. En février, seulement quatre d'entre eux (sur vingt) étaient en état de marche. Aujourd'hui, ils ne seraient plus que deux, selon un capitaine libyen qui souhaite garder l'anonymat, et équipés d'instruments de navigation plutôt rudimentaires. Enfin, d'après nos informations, dans au moins neuf cas, les Libyens sont intervenus dans la zone de sauvetage maltaise, à plusieurs centaines de kilomètres de leurs côtes. Avant de ramener, encore et toujours, les migrants de l'autre côté de la Méditerranée. Pour répondre aux accusations de complicité avec les gardes-côtes libyens, Frontex n'a qu'une seule réponse à la bouche. Si l'agence fait voler ses avions en Méditerranée, elle ne participe, ni ne coordonne, le sauvetage. Après la détection d'un navire en détresse, elle se cantonne à aviser les autorités maritimes voisines. A eux de prendre les mesures adéquates. «Il y a une incompréhension qu'il est important de lever. Frontex ne coordonne pas les opérations de sauvetage», insiste-t-on du côté de Varsovie, siège de l'organisation. «En général, nous informons tous les centres de sauvetage à proximité: Malte, Italie, Egypte, Tunisie, Libye, et même parfois l'Algérie», se souvient un ancien salarié. Le protocole est le suivant : l'agence envoie une photo sur laquelle figurent les coordonnées du bateau. L'alerte est réitérée toutes les trente minutes. Si personne ne répond, Frontex est en droit de contacter tous les bateaux dans la zone et de leur signaler le naufrage. C'est dans ce cadre, jugé extrêmement rare par un spécialiste de la question, que l'agence a le droit d'être en contact directement avec les gardes-côtes libyens. Officiellement, les seuls contacts que Varsovie a avec la Libye se font via les fonctionnaires du centre

de sauvetage de Tripoli, le Joint Rescue Coordination Center (JRCC), créé grâce au soutien financier et logistique de l'Europe (46 millions d'euros) et placé sous la responsabilité du ministère libyen de la Défense. La frontière entre les deux entités, les gardes-côtes libyens et le centre de sauvetage de Tripoli, est pourtant floue. Plusieurs sources, tant en Libye qu'en Europe, soutiennent que les deux corps sont en fait les mêmes, à l'instar de Massoud Abdalsamad, colonel des gardes-côtes et chef du JRCC.

CONTRADICTIONS Une partie de la névrose de la superagence de gardes-côtes et de gardes-frontières européens se joue au douzième étage d'un immeuble, en plein centre-ville de Varsovie. C'est ici qu'est installé le Frontex Situation Center (FSC), le centre de surveillance du navire amiral de la lutte européenne contre l'immigration irrégulière.

Sur les murs de cet open space, des écrans géants diffusent en direct les mouvements des avions, drones ou autres hélicoptères que l'agence déploie chaque jour aux frontières extérieures de l'Union européenne. A Varsovie, chaque employé de la FSC suit la progression de «son» opération. Il est à la fois en contact avec le pilote de l'avion mais aussi avec le «sensor operator», chargé de diriger la caméra sur les objectifs. Ces deux derniers assistent, jour après jour, à des noyades collectives ou à des naufrages. Bien malgré eux, ils sont les témoins du drame qui se joue en Méditerranée centrale. Et des injonctions contradictoires du mandat de Frontex. Certes, l'agence sauve des vies. Mais elle renvoie également des exilés en Libye, un pays qu'ils font tout pour quitter. «Quand je parle à mes collègues qui sont chargés du sauvetage, ils sou-

tiennent que lorsque vous êtes dans une telle situation, vous ne pensez pas aux droits de l'homme», affirme un ancien haut gradé de l'agence. Avant de poursuivre : «Ce qui est sûr, c'est que cette situation n'a pas été prévue par les textes qui régissent le sauvetage en mer.»

Au sein de la division, la situation fait des dégâts. A Frontex, ils sont nombreux à témoigner des difficultés psychologiques de ces agents pas comme les autres, placés au coeur des contradictions du système. Un ex-salarié se rappelle son émotion à la lecture des rapports détaillés qui sont établis après un naufrage. Sans parler de la situation libyenne, qui s'immisce dans le quotidien: «Un jour, un demandeur d'asile qui était sur un bateau en Méditerranée m'a appelé alors que je faisais mes courses. Son bateau était en train de couler.» Le 25 juin, sur le Ras Al Jadar, Musa retrouve d'autres migrants auparavant interceptés. Le vaisseau poursuit sa route, pendant une heure au moins, croit savoir le jeune homme. Il intercepte un autre petit bateau blanc, à la nuit tombée, dont descendent une cinquantaine de passagers. Puis c'est le débarquement. Son groupe est séparé du reste de la troupe. Musa se voit passer les menottes. Il est ensuite emmené à la prison d'Al Khoms, à 120 kilomètres à l'est de Tripoli. Ce jour-là, 270 exilés ont été interceptés, dont 92 Soudanais, selon des statistiques de l'Organisation internationale de la migration, une agence des Nations unies. Sur la terre ferme, Musa soutient avoir été frappé. Mis à terre. D'autres ont tenté de s'échapper mais ont été rattrapés par les policiers libyens. Ce ne sont pas les geôliers envers lesquels le jeune est le plus amer. C'est bien l'Europe à qui il estime devoir ce passage derrière les barreaux : «Je l'ai vu de mes yeux : les avions européens

ont donné notre position pour que les Libyens puissent nous attraper.» ? (1) Le prénom a été modifié.

Cette enquête a été réalisée en collaboration avec Sara Creta, Bashar Deeb et Emmanuel Freudenthal.

«Un demandeur d'asile m'a appelé alors que je faisais mes courses. Son bateau était en train de couler.» Un ancien salarié de Frontex

l'Humanité

Nom de la source

l'Humanité

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Vendredi 16 juillet 2021

l'Humanité • p. 13 • 769 mots

Méditerranée

Migrants et réfugiés dans l'enfer libyen

Nadjib Touaibia

Viols, travail forcé, tortures... les passagers capturés par les gardes-côtes libyens et livrés aux milices vivent l'horreur avec la complicité de l'Union européenne, selon un rapport d'Amnesty International.

La scène a lieu le 30 juin. Une traque meurtrière en Méditerranée filmée par l'ONG allemande Sea-Watch. Les gardes-côtes libyens ciblent une embarcation de fortune transportant 45 personnes, des réfugiés, dont de nombreux enfants, au large de l'île italienne de Lampedusa. Le bateau accoste le canot en tirant dans l'eau à balles réelles, tourne autour, prend de la vitesse, tente de le percuter, son équipage lance des objets dans sa direction. Mis en danger durant une heure et demie, les migrants échappent miraculeusement à l'opération criminelle quand leurs agresseurs en uniformes, solidement armés, abandonnent enfin et rebrousse chemin faute de carburant, rapporte l'ONG. L'incident a eu lieu dans la zone de secours de Malte. « En 2019, nous avons assisté à une scène similaire. (...) Mais ce qui s'est passé cette fois est encore plus brutal. C'est d'une violence que nous avons jamais vue jusqu'ici », commente Félix Weiss, membre de Sea-Watch. Les rescapés arriveront finalement sains et saufs sur les côtes itali-

ennes. Stoppés par les gardes-côtes, ils auraient fini en territoire libyen, à Al-Mabani ou à Shara al-Zawiya, ces lieux d'esclavage, d'asservissement, d'humiliation, de sévices épouvantables. C'est là que sont détenus les réfugiés capturés et les migrants qui échappent au naufrage en haute mer. Des pratiques odieuses en cours depuis une décennie.

Sauvagerie organisée

Elles se sont poursuivies durant les six premiers mois de 2021, selon Amnesty International dans un récent rapport intitulé « La détention abusive des personnes réfugiées et migrantes débarquées en Libye ». Diana Eltahawy, directrice adjointe de l'ONG au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, parle d'un texte « terrifiant » et d'un nouvel éclairage sur ces souffrances révélées une fois de plus au grand jour, mais en vain. Plus de 7 000 personnes interceptées en mer ont été envoyées de force à Al-Mabani au cours de cette année. Ces détentions arbitraires se prolongent dans la barbarie. Tortures, violences sexuelles, travail forcé sont le lot quotidien des détenus. Les femmes, notamment, confient leur soumission forcée sous menace de viol, en échange d'une libération ou d'un produit de première nécessité, y compris de l'eau potable. Ces horreurs ont lieu avec le consentement implicite des autorités libyennes. Celles-ci s'engagent à agir, à

© 2021 l'Humanité. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 8 octobre 2021 à BIBLIOTHEQUE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news:20210716-HU-477510

boucler les centres dénoncés, mais ferment l'oeil en réalité.

Des sites informels de captivité, sous contrôle de milices, ont été rattachés au ministère de l'Intérieur, sans plus. L'administration a même « récompensé des personnes raisonnablement soupçonnées d'avoir commis ce type de violations en leur offrant des postes de pouvoir ou une promotion, ce qui signifie que nous risquons de voir les mêmes horreurs se reproduire encore et encore », souligne Amnesty International. Mais pas seulement. Cette sauvagerie organisée se déploie sur le lit de la coopération européenne avec la Libye en matière de contrôle de l'immigration et des frontières.

« Preuves accablantes »

Entre janvier et juin 2021, les gardes-côtes libyens ainsi soutenus ont intercepté en mer et reconduit en Libye quelque 15 000 personnes lors de « sauvetage » - soit plus que sur toute l'année 2020. « Malgré les preuves accablantes du comportement irresponsable, négligeant et illégal des gardes-côtes libyens en mer et des violations systématiques commises dans les centres de détention après le débarquement, les partenaires européens continuent d'aider les gardes-côtes libyens à renvoyer de force des personnes victimes d'atteintes aux droits humains, qu'elles tentaient de fuir en Libye », dénonce Diana Eltahawy.

Certains témoignages de ce qui se passe en mer sont glaçants. Des personnes se seraient noyées après le chavirement de leur canot, sous les yeux des gardes-côtes occupés à filmer avec leurs téléphones. Des passagers confrontés à un risque de péril imminent voient souvent

passer des avions - l'agence Frontex exerce une surveillance aérienne - et des bateaux naviguer dans les mêmes eaux. Mais nul ne viendra à leur secours avant l'arrivée des gardes-côtes libyens, à l'évidence très bien informés. Selon Amnesty International, il n'y a presque plus de navires européens en Méditerranée centrale, histoire de ne pas avoir à secourir de malheureux naufragés. L'Europe forteresse est loin de mettre fin à ces arrangements sans égard aucun pour la dignité de milliers de réfugiés. « Encore une fois, notre Parlement et le gouvernement signent leur propre complicité avec les horreurs et les violations systématiques des droits humains et du droit international qui sont perpétrées en Libye et sur la route de Méditerranée centrale », note Nicola Fratoianni, député et secrétaire de la Gauche italienne, après le vote, jeudi 15 juillet, de la poursuite de l'aide militaire et matérielle aux gardes-côtes libyens.

LA CROIX

Nom de la source

La Croix

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

p. 8



Vendredi 9 juillet 2021

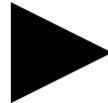
La Croix • no. 42057 • p. 8 • 454 mots

Explication

A bord de l'« Ocean Viking », 572 migrants et une situation intenable

L'association SOS Méditerranée avec à son bord 572 rescapés des naufrages recherche de toute urgence un port sûr pour les débarquer. Elle appelle à une coordination maritime efficace pour le sauvetage des migrants en mer qui puisse garantir leur sécurité.

Jeanne Cerin



Où se trouve actuellement l'« Ocean Viking » ?

Le navire de sauvetage a commencé ses missions le 1er juillet. Après six opérations, 572 migrants ont été secourus et se trouvent actuellement à bord. Parmi eux, 183 mineurs, dont 159 non accompagnés. « La situation est extrêmement tendue, explique Fabienne Lassalle, directrice adjointe de SOS Méditerranée, car les rescapés sont fragiles. Nous avons une femme enceinte, deux enfants en situation de handicap, de nombreux blessés, et des personnes à bout de force. Leur traversée traumatisante et leur parcours migratoire les ont plongés dans un état de vulnérabilité terrible. » À cela s'ajoutent la faim - les rations alimentaires commencent à manquer, l'incertitude et la nervosité.

Certains ont été secourus il y a une semaine et ne savent toujours pas quand, où et s'ils pourront débarquer un jour. Sur les images, les hommes et les femmes dorment les uns collés aux autres, certains sur le pont, à la merci des intempéries ou du soleil. « Les nerfs sont mis à rude épreuve, poursuit l'humanitaire. Au moindre instant, la situ-

ation peut dégénérer et devenir hors de contrôle. »

Mercredi dans la soirée, un jeune Tunisien a sauté par-dessus bord, rapporte l'association sur son compte Twitter. L'équipage est intervenu pour le secourir. « Si je savais quand on nous débarquera, je pourrais tenir le coup. Mais je ne peux plus supporter cette incertitude », a déclaré ce dernier.

► Pourquoi le navire ne trouve-t-il pas de port pour débarquer ?

Malgré les demandes envoyées dès le vendredi 2 juillet par l'association, aucune réponse n'a été communiquée à SOS Méditerranée. « Dès vendredi, nous avons contacté les autorités maltaises qui ont répondu par la négative à notre appel. Puis, nous avons élargi notre demande à l'Italie. À ce jour, nous n'avons toujours pas de réponses. » L'association rappelle également que, selon les conventions internationales, les rescapés doivent être débarqués dans un port sûr, où leurs droits fondamentaux peuvent être garantis. Elle exclut que l'« Ocean Viking » les débarque sur une côte libyenne.

► Quelle est la situation des autres

© 2021 la Croix. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 8 octobre 2021 à BIBLIOTHEQUE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20210709-LC-04lx-1401709

navires humanitaires qui opèrent en Méditerranée ?

Depuis juin, plusieurs navires d'ONG sont bloqués par les autorités italiennes, « *ce qui diminue considérablement les moyens civils de sauvetage, en l'absence de moyens publics* ». Sous prétexte d'« *irrégularités* » administratives et techniques, les gardes-côtes italiens les empêchent depuis de repartir en mer. Pourtant, les migrants continuent de risquer leur vie à bord d'embarcations de fortune. Fabienne Lassalle prédit une « *situation critique pendant l'été* » .

l'Humanité

Nom de la source

l'Humanité

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Mardi 27 avril 2021

l'Humanité • p. 11 • 436 mots

Exilés

« L'Europe a choisi de les laisser mourir »

Émilien Urbach

La mort d'au moins 130 personnes, le 22 avril, en Méditerranée, est la conséquence de la collusion entre États européens et milices libyennes.

«Lorsque nous nous sommes approchés (du canot), il flottait dans une mer de cadavres. Il ne restait pas grand-chose de l'embarcation. Ni des personnes. Il n'en reste même pas les noms. » L'auteur de ces quelques lignes, Alessandro, est un sauveteur de SOS Méditerranée. Il faisait partie, dans la nuit du jeudi 22 au vendredi 23 avril, de l'équipage de l'Ocean-Viking qui, alerté par l'organisation Alarm Phone de la présence de trois embarcations en détresse, au large de la Libye, a cherché pendant plus de vingt-quatre heures à leur venir en aide. Ils ont au final découvert des dizaines de noyés, flottant autour d'un bateau pneumatique plié en deux par la mer déchaînée. « Il y a trop peu de navires de sauvetage en mer Méditerranée ! s'est insurgée Morgane Lescot, chargée de communication sur le navire de SOS Méditerranée. Actuellement, on est tout seuls et ce n'est pas suffisant. Des gens se noient à la porte de l'Europe et les autorités ne font rien. »

Refus d'intervenir malgré l'imminence du naufrage

Les gardes-côtes libyens, prévenus de

l'imminence du naufrage, ont tout simplement refusé d'intervenir. La zone est pourtant sous leur responsabilité, depuis qu'en 2019 les États européens ont passé un accord avec les milices libyennes pour la gestion de cet espace maritime. Les centres de secours européens se sont, pour leur part, défaussés, désignant « les autorités libyennes comme compétentes », indique Alarm Phone.

Rien d'étonnant, cette situation intervenant après une avalanche de rendez-vous, début avril, scellant encore plus la collaboration entre les États membres de l'Union européenne et la Tripolitaine. Le premier ministre maltais, Robert Abela, a annoncé, le 5 avril à Tripoli, la réouverture de l'ambassade et du consulat de Malte en Libye. La France l'avait d'ailleurs précédé, au mois de mars. Le président du Conseil européen, Charles Michel, s'est lui aussi rendu dans la capitale libyenne, le 4 avril, proposant son « aide » dans « la lutte contre l'immigration clandestine ». Le 6 avril, c'était au tour du premier ministre italien, Mario Draghi, d'applaudir les efforts libyens « pour freiner le flux des migrants vers l'Europe ».

Moins d'une semaine après, Abd Al Rahman Milad, alias Bija, sanctionné par l'ONU en 2018, arrêté en octobre 2020 pour trafic d'êtres humains, était libéré et, comble de l'abjection, promu

© 2021 l'Humanité. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 8 octobre 2021 à BIBLIOTHEQUE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20210427-HU-471012

au rang de major de la garde côtière libyenne. Celle-là même qui, dans la nuit de ce 22 au 23 avril, a délibérément laissé mourir 130 exilés en Méditerranée... pour le compte des États européens.


Nom de la source

Libération

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

p. 12



Jeudi 5 août 2021

Libération • p. 12 • 55 mots

Migrants en Méditerranée : «Sur ce bateau, nous n'avons que notre foi»

En un week-end seulement, plus de 800 personnes ont été secourues par les navires d'ONG en Méditerranée. Les centaines de naufragés pris en charge par les ONG ces derniers jours attendent dans l'urgence l'autorisation de débarquer pour être soignés, mieux nourris et mieux protégés.

Photo SOS Méditerranée

© 2021 SA Libération. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 8 octobre 2021 à BIBLIOTHEQUE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20210805-LI-171487365



Nom de la source

Libération

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

p. 2



p. 4



Lundi 3 mai 2021

Libération • p. 2,3,4,5 • 2464 mots

Roberto Saviano : «La Méditerranée, une fosse commune»

Recueilli par ARNAUD VAULERIN

L'écrivain italien lance un cri de résistance contre une Europe en train de mourir, tétanisée par la peur des migrants. Dans un livre à base de photos, d'interviews et de témoignages, il dénonce notamment les attaques contre les ONG.

. AP S. LAPORTA

Depuis le début de la crise migratoire qui a explosé avec les printemps arabes en 2011, il est en vigie. Si Roberto Saviano s'est fait connaître avec Gomorra et cette immersion dans l'enfer de la Camorra, l'auteur italien a également enquêté sur les routes de la drogue et les trafics d'humains des cartels et de la pègre qui lui valent des menaces de mort. Avec En mer, pas de taxis, un livre d'interviews, de photos et de témoignages publiés jeudi (1), il revient sur le «grand mensonge» et la «propagande» autour de l'immigration et la construction de «l'ennemi parfait» en la personne du migrant. Et dénonce les renoncements de l'Europe et ses compromissions avec les trafiquants et les milices. Avant de «prendre position» pour ne pas laisser le terrain aux extrémistes et aux conspirationnistes.

A la différence de vos autres livres, plus littéraires, il était important de témoigner, d'être en retrait et de donner la parole à ceux qui agissent et survivent ? Le témoignage est pour moi fondamental, cela signifie s'impregner, s'engager physiquement même. On peut dénoncer sans témoigner, on peut prendre position sans témoigner, moi je veux témoigner.

Et je voulais des photos dans ce livre pour prouver ce que je dis. Car la situation en Méditerranée est niée, les ONG sont prises pour cible, non pas seulement parce qu'elles sauvent des migrants, Suite page 4

Suite de la page 3 mais parce qu'il leur est reproché d'inciter les gens à partir, à faciliter le départ. Mais la vérité est que ces ONG sont attaquées parce qu'elles sont des témoins au milieu de la mer, quand les gardes-côtes libyens tirent, quand les bateaux coulent, quand les cadavres flottent. Mais l'Italie, et plus largement l'Europe, ne veulent pas que cela se sache. Il était donc essentiel d'écrire ce texte et de publier ces photos.

Ce livre est-il né après les déclarations méprisantes de Luigi di Maio en 2017 (alors député du Mouvement Cinq Etoiles, aujourd'hui ministre des Affaires étrangères) qui parlait des «taxis méditerranéens» sauvant des migrants ? Oui. C'est ainsi qu'il définit le travail des ONG, en parlant de taxis de la mer. Mais au-delà de cette expression presque littéraire, en mer, il n'y a pas de taxi, il

© 2021 SA Libération. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 8 octobre 2021 à BIBLIOTHEQUE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20210503-LI-169050199

n'y a pas de possibilité d'appeler pour être secouru, il n'y a pas de téléphone. Depuis lors, la magistrature italienne a ouvert des enquêtes sur le rôle des ONG, notamment sur la base des lois absurdes : ainsi ces organisations peuvent être poursuivies quand il y a trop de gilets de sauvetage à bord. L'ONG Mediteranea Saving Humans, elle, est accusée d'avoir reçu de l'argent du géant danois du transport maritime AP Moller-Maersk après avoir recueilli, sur ordre des gardes-côtes italiens, des migrants bloqués à bord d'un cargo de la compagnie. La société a versé 125000 euros à l'ONG. Selon le procureur, Mediteranea est intervenu pour se faire de l'argent. Or, la vérité est que ces armateurs, ces compagnies financent aussi des ONG pour ne pas être contraints d'arrêter leur activité pour secourir des radeaux et des migrants à sauver, au risque de perdre des millions. Mais quel est ce monde où nous sommes prêts à imaginer des joueurs de foot gavés de millions d'euros, mais où nous ne pouvons pas envisager une donation aux ONG ? Ces derniers jours, les informations sur des naufrages meurtriers près de la Sicile, des îles Canaries, ce sauvetage de 200 personnes de l'Océan Viking se sont multipliées. L'Organisation internationale pour les migrations parle d'au moins 599 morts depuis janvier. Ça n'arrêtera jamais parce que l'Europe n'a cessé de se tromper surtout ce qu'elle pouvait faire. Il y a d'abord un problème italien: l'Europe, la France surtout, l'Allemagne, l'Espagne, ont délégué la gestion des flux à l'Italie. Mais attention, ce n'était pas un chèque en blanc, on ne forçait pas la main de l'Italie non plus. Celle-ci a signé le règlement de Dublin en échange d'une plus grande souplesse sur la dette. Elle a permis l'accueil des migrants. Le premier pays où le migrant

est reconnu et identifié s'occupe de cette personne. Et c'est souvent l'Italie et la Grèce. La Ligue [formation d'extrême droite, ndlr], comme le Rassemblement national en France, n'ont jamais cherché à renégocier cet accord, parce que ces deux partis ont besoin d'inventer l'histoire de l'envahisseur migrant pour agiter les peurs lors des campagnes électorales. L'UE n'est pas parvenue à lancer un dialogue avec les pays du pourtour méditerranéen sur cette question. La Libye, par exemple, est aux mains des milices. C'est un pays que l'Europe n'a pas réussi à pousser vers la démocratie. Le modèle démocratique est non seulement de plus en plus en crise mais également inexportable. L'Italie paie des milices libyennes qui torturent, tirent, emprisonnent et font de la contrebande. L'Italie se plie à la Libye et la France, de son côté, se plie à l'Égypte en accordant la Légion d'honneur à un tyran comme Al-Sissi. L'Europe est en train de dire que la démocratie est très fragile et qu'elle n'a plus la force de devenir un instrument pour convaincre les populations libyennes, turques, syriennes et égyptiennes de se soulever parce que l'Europe n'aime pas les insurgés. Cette année, c'est pourtant l'anniversaire de la Commune de Paris, non ? L'Europe dit qu'elle ne fera pas la guerre en Libye, mais la fait en finançant les guérillas locales. Dans un tel monde, comment penser l'Europe? L'Europe, en train de mourir de vieillesse, est une maison de retraite en face d'un jardin d'enfants.

Un constat formulé par l'ex-ministre italienne des Affaires étrangères, Emma Bonino. Exactement. Cette situation ne pourra pas durer. En Italie, il est urgent d'accueillir un million de migrants et d'en faire des citoyens italiens, de les installer dans le Sud, afin de faire revivre cette région qui se vide. Les migrants

peuvent être une ressource de vie. Dans le même temps, ils racontent toutes les mauvaises politiques que l'Europe a entreprises avec l'Afrique. Mais, je n'oublie pas que les Africains ont d'énormes responsabilités. On dit que ces migrants aimeraient retourner chez eux. Mais quand un migrant arrive en Libye, il ne peut plus revenir en arrière. Tu ne peux pas partir. Aujourd'hui, si un Ghanéen ou un Tchadien bloqué en Libye souhaite rentrer chez lui, sa famille doit payer. Mille dollars pour rentrer ou trois mille pour l'Italie. Comment gagner cet argent ? En faisant l'esclave. Les trafiquants libyens kidnappent aussi les migrants, les emprisonnent dans des camps de concentration. La famille doit payer l'eau et la nourriture. C'est ce qui se passe en Libye et c'est tout à fait différent de ce que nous disent les populistes européens. Tout cela, la Libye le fait avec l'argent européen.

Début avril, le président du Conseil italien, Mario Draghi, s'est rendu en Libye

Pour remercier le régime libyen et exprimer sa satisfaction. Dans une lettre publiée par le Corriere della Sera, j'ai écrit une lettre à Mario Draghi pour lui dire qu'il était victime d'un malentendu, parce que la Libye et n'a jamais sauvé personne. La vérité est que l'immigration est une excuse et un parapluie qui sert à cacher le seul intérêt réel : le pétrole, l'un des meilleurs de la planète.

On se souvient d'Angela Merkel accueillant un million de migrants en 2015. Aucun leader européen n'incarne une vision, un projet européen ? Ce geste honore Merkel et restera dans l'histoire. Mais il a effrayé tous les autres leaders, a inquiété ses électeurs et fragilisé la chancelière. Aucun dirigeant européen n'a de vision, ne semble vrai-

ment comprendre comment empêcher ce massacre. La Méditerranée est un cimetière, l'une des plus grandes fosses communes au monde et il n'y a pas de solution. C'est pourquoi je soutiens les ONG. Nous ne nous posons pas le problème à régler plus tard, mais essayons d'y répondre maintenant. Tout de suite, il y a des gens qui sont en train de mourir, qui ont besoin d'être sauvés. L'ambulance ne se pose jamais de questions politiques. Elle existe pour sauver ceux qui sont en danger. C'est la règle d'or du sauvetage en mer. Après, on pourra essayer de comprendre les réseaux et les trafics.

L'Union européenne est-elle en train de se perdre ? L'Europe se désagrège, parce qu'elle est terrifiée par la poussée populiste. Même en pleine pandémie, les populistes ont multiplié les énormités. Matteo Salvini n'a cessé de dire que les migrants pouvaient se promener librement quand les Italiens devaient rester enfermés. Le Pen mise tout sur l'islamophobie, la criminalité. Où est l'erreur de la gauche et des partis démocratiques qui, ces dernières années, n'ont jamais été capables de dire les choses, d'annoncer la vérité ? Ils ont seulement essayé de réparer la forme : vous ne devez pas utiliser un langage patriarcal ou raciste, etc. Tout cela est très bien, mais en substance, les choses changent. Des banlieues françaises sont bien aux mains du crime organisé. L'intégration est compromise, oui, mais ce n'est pas parce qu'il y a l'islam ou des Sénégalais, comme le pense le RN, c'est parce que la situation économique, la dégradation, a fait gagner les gangs et pas les travailleurs. L'intégration ne tient pas la route, parce qu'on n'a plus investi assez dans les écoles. Il ne faut pas nier les problèmes. On dit que les migrants qui partent ont payé les trafiquants. C'est

vrai, mais cela ne veut pas dire que je dois les laisser au milieu de la mer. J'entends, je lis : «Si vous sauvez les migrants, les trafiquants le savent et donc ils feront encore plus d'affaires». C'est faux. Même quand il y a moins de navires de sauvetage, le nombre de départs reste identique. Les gens essayeront toujours de partir. Enfin, n'oublions pas le rôle joué par les trafiquants, les gardes-côtes libyens, comme l'a démontré l'ONU. De tous ses trafics, notamment via la plateforme maltaise, l'être humain est la marchandise qui a le moins de valeur.

Vous écrivez que les faits et les données précises ne suffisent pas pour lutter contre la propagande antimigrant. Comment faire ?

Arrive un moment où les données argumentées ne sont d'aucune utilité. Il n'y a que de l'émotion face à la raison. Malheureusement, la gauche italienne, et pas seulement elle, estime que son électorat a peur des migrants. L'ex-ministre de l'Intérieur, Marco Minniti [Parti démocrate] parlait de la perception émotionnelle du savoir. Mais le travail politique doit être de transmettre ces données, de démonter les erreurs, de rendre compte de la réalité comme, par exemple, que les campagnes du sud du pays sont aux mains de la pègre depuis longtemps. Les migrants travaillent dans ces campagnes. Il y a deux jours, le crime organisé à Foggia [dans les Pouilles] a tiré sur des migrants. Tout cela s'est déroulé dans l'indifférence. Le débat politique ne se soucie plus de rien, car manifestement la pandémie a mangé tout ce qui pouvait être mangé.

Que faire, concrètement, face au «grand mensonge» antimigrants qui devient viral ? C'est très difficile. Il faut rester sur

la brèche, savoir sur quoi on travaille, faire pièce à toute attaque. Je me souviens d'une émission à la télévision où on a diffusé la vidéo d'une mère désespérée qui avait perdu son enfant en mer. J'ai traité Matteo Salvini et Giorgia Meloni [ancienne ministre, extrême droite] de «bâtards», parce qu'ils avaient dit que les trafiquants s'alliaient pour sauver des vies, délégitimaient les sauveteurs. Je l'ai fait non pas pour recourir à leur registre, mais parce que je voulais attaquer les mensonges véhiculés par le populisme italien - le néofascisme italien en ce qui concerne Meloni. Nous devons trouver tous les moyens pour démonter les conneries sur l'immigration - comme ces vidéos où on affirme que les migrants sont des acteurs-, financées par une partie de la droite européenne, réactionnaire, de tradition fasciste qui n'a rien à voir avec la droite démocratique.

Votre dernier livre publié cet hiver s'intitule Gridalo, «Crie-le». Est-ce une manière de lutter contre la propagande, d'occuper encore plus l'espace public ? Il faut arrêter de penser que le cri est du ressort des populistes. Il ne faut pas laisser l'espace public aux conspirationnistes, aux fascistes. Nous devons rester à l'intérieur du cadre de la raison et être en mesure de crier que les choses vont mal. Le cri d'espoir doit permettre de dire que les cris ne sont pas tous identiques. Il y a ceux qui ont raison et ceux qui ont tort, être partisan n'est pas être réactionnaire et factieux. C'est à la mode de vulgariser. Cela devient une forme intelligente de ne pas prendre parti. Nous aimons écouter le vulgarisateur parce qu'il ne prend pas de positions, ou si peu. Moi, je veux prendre position. Et ça ne signifie pas manipuler la vérité. C'est le moment de participer et ne pas se cacher derrière le «ni de droite ni de

gauche». C'est une forme d'escroquerie.

Mais il n'y a pas un risque à emprunter un chemin menant à une plus grande violence verbale ? Mais la violence est dans les faits. A cause du Covid, il y a un climat insurrectionnel en Italie. Les hôpitaux s'effondrent. Les restaurants sont fermés, les usines ont des difficultés, on ne vend plus rien. Le monde du travail est à genoux, à l'arrêt. Bientôt, ils vont virer des gens, ce sera l'enfer. La violence est au coin de la rue. Disons que je lance une invitation à crier, à prendre parti avec l'instrument de la conviction, de l'argumentation, de la résistance.

Ce sont des instruments efficaces. La violence de la guerre civile est un spectre qui agite la droite. Je ne ferai jamais ça. Il faut plus d'espace d'expression, c'est important notamment face à la crise du Covid. D'après ce qu'on nous dit, le nombre de personnes infectées, les décès sont en réalité plus importants. La gestion des vaccins est calamiteuse ; celle des hospitalisations a été désastreuse. Ce problème est européen. L'Europe est en crise, elle n'invente plus rien, elle est train de mourir.

Votre quotidien est toujours celui de la «vità blindata» (la vie blindée) ? Toujours. Le 4 mai, je dois à nouveau comparaître pour une audience d'un procès lancé en 2006. Quinze ans ! Quand la procédure a démarré, il y avait la presse du monde entier. Cette fois, nous serons seuls dans une petite salle. Le boss, son avocat et moi. Tout un symbole, comme la fin de la bataille antimafia.

(1) Ed. Gallimard, 176 pp., 25€.

Illustration(s) :

PHOTOS FLAVIO GASPERINI

Le 28 avril à bord de l'Ocean Viking. Les ONG appellent à une solution commune à l'Europe : la mise en place d'une flotte de sauvetage de l'Union pour intervenir en cas de besoin.

INTERVIEW

LA CROIX**Nom de la source**

La Croix

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

p. 8



Lundi 2 août 2021

La Croix • no. 42076 • p. 8 • 293 mots

Les essentiels Monde

Italie huit cents départs de feu

L'Italie a enregistré à la fin de la semaine plus de 800 départs de feu, essentiellement dans le sud du pays. La péninsule est touchée par une vague de chaleur importante ces derniers jours, avec des températures atteignant 40 °C à Bari (Pouilles) ou 39 °C à Catane et Palerme (Sicile). Ces chaleurs et l'absence de pluies ont entraîné de nombreux incendies, dont l'un a ravagé en fin de semaine dernière plus de 20 000 hectares de forêts, d'oliveraies et de cultures dans l'ouest de la Sardaigne.

Méditerranée Six cents migrants recueillis ce week-end

Plus de 400 migrants à bord d'une embarcation en bois ont été secourus par trois ONG en Méditerranée dans la nuit de samedi à dimanche, portant à près de 600 le nombre de personnes recueillies durant le week-end, a annoncé SOS Méditerranée. Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), au moins 1 146 personnes sont mortes en mer au cours du premier semestre 2021 en tentant de rejoindre l'Europe.

Nouvelle-Zélande Excuses de la première ministre aux habitants des îles du Pacifique

La première ministre néo-zélandaise, Jacinda Ardern, a présenté hier des excuses officielles aux habitants des îles du Pacifique qui ont été « injustement visés » par des opérations de la police dans les années 1970. Au cours de cette décennie, des policiers et des agents des services d'immigration ont procédé à des « descentes » destinées à arrêter et expulser les personnes dont le visa de travail avait expiré. Bien que les faits remontent à près d'un demi-siècle, Mme Ardern a reconnu que leur souvenir demeure très vif chez les personnes qui en ont été victimes et que cela continue de miner la confiance qu'elles peuvent avoir à l'égard des autorités.

© 2021 la Croix. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 8 octobre 2021 à BIBLIOTHEQUE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20210802-LC-o4lx-1412949,1412950,1412951

LA CROIX

Nom de la source

La Croix

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

p. 6



Mercredi 28 juillet 2021

La Croix • no. 42072 • p. 6 • 270 mots

Les essentiels Monde

Migrants Près d'un millier de morts en Méditerranée en 2021

57 personnes ont péri cette semaine dans le naufrage d'une embarcation au large de la Libye. Le nombre de migrants clandestins disparus en mer Méditerranée depuis le début de l'année grimpe ainsi à 970, a rapporté l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), mardi 27 juillet. Selon l'agence onusienne, les nombres de départs, d'interceptions et d'arrivées de migrants en Méditerranée centrale sont en augmentation cette année.

Allemagne Explosion sur un site de traitement de déchets

Une explosion a touché un site de traitement de déchets de Leverkusen en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, mardi 27 juillet au matin. L'entreprise Currenta qui gère le site déplorait à la mi-journée un mort, quatre disparus et au moins deux blessés graves parmi ses employés. L'accident d'origine inconnue a été classé « danger extrême » par l'application nationale d'alerte catastrophe Nina. Une importante fumée noire s'est dégagée du site, poussant les autorités locales à appeler la population de Leverkusen à se calfeutrer chez elle. Les pompiers ont indiqué qu'il n'y avait « pas de danger » pour la population de Cologne.

États-Unis Le bilan définitif de l'effondrement en Floride passe à 98 morts

La dernière victime de l'effondrement d'un immeuble à Surfside, en Floride, le 24 juin, a été identifiée mardi 27 juillet. Il s'agit d'Estelle Hedaya, une femme de 54 ans venue de New York pour vivre en Floride. Un mois après la catastrophe, le bilan passe à 98 morts. La police a indiqué qu'elle continuait de chercher des preuves et des restes humains dans les décombres. L'origine de l'effondrement n'est toujours pas connue à ce jour.

© 2021 la Croix. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 8 octobre 2021 à BIBLIOTHEQUE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20210728-LC-o4lx-1411830,1411831,1411865

l'Humanité

Nom de la source

l'Humanité

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Lundi 19 juillet 2021

l'Humanité • p. 20 • 473 mots

Ces photos qui ont fait l'histoire 10/19

2015 Aylan, l'image révoltante de l'Europe forteresse

Émilien Urbach

Un petit Syrien de 3 ans, Aylan Kurdi, est retrouvé noyé sur une plage alors qu'il tentait de rejoindre l'Europe avec ses parents et son frère. La photographie, prise par une journaliste turque, Nilüfer Demir, fait le tour du monde et suscite une prise de conscience.

En quelques heures, elle a fait le tour de la planète. Tee-shirt rouge et short bleu, corps dans l'écume, visage plongé dans l'eau, la photographie du petit Aylan Kurdi, 3 ans, retrouvé mort sur une plage turque, submerge d'indignation le monde entier lorsqu'elle est publiée, le 3 septembre 2015. Très rapidement identifié comme un enfant kurde originaire de Kobané, dans le nord de la Syrie, le petit garçon devient le symbole de milliers de vies échouées sur les rivages d'une Europe forteresse.

C'est une journaliste turque, Nilüfer Demir, qui remarque des corps sur le sable, alors qu'elle photographie un groupe de migrants pakistanais qui tentent de rejoindre la Grèce par la mer. « Quand je l'ai vu, je suis restée pétrifiée. En les photographiant, j'ai simplement voulu refléter le drame de ces gens », confiera-t-elle à CNN Türk.

Cette année-là, près de 4 000 personnes ont perdu la vie dans le cimetière marin

qu'est devenue la Méditerranée. L'émotion provoquée par le funeste cliché est immédiatement suivie d'un immense espoir de rompre enfin avec les politiques migratoires criminelles, instaurées par l'Union européenne. Le lendemain de la publication de la photo, les chefs d'État français et allemand, François Hollande et Angela Merkel, appellent à la mise en place d'un « mécanisme permanent et obligatoire » de répartition des exilés. Dix jours après, SOS Méditerranée organise sa première réunion publique à Marseille. S'ensuit une mobilisation exceptionnelle des citoyens européens pour arrêter l'Aquarius, premier navire de sauvetage en mer entièrement financé par la société civile. Mais, au lieu de s'appuyer sur ce formidable élan solidaire, les dirigeants européens choisissent l'Europe forteresse. Aucun accord de répartition n'est véritablement mis en place. Les politiques d'externalisation de la gestion des flux migratoires s'accroissent. Les navires de sauvetage des ONG sont régulièrement bloqués. Les accords de la honte sont signés avec la Turquie et des tractations engagées avec les milices libyennes. En février 2020, l'ONG Save the Children a comptabilisé 640 enfants noyés sur les chemins de l'exil, depuis la découverte du corps d'Aylan. Selon l'Organisation internationale pour les migrations, 832 personnes ont perdu la vie sur une des routes migratoires de Méditerranée depuis le

© 2021 l'Humanité. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 8 octobre 2021 à BIBLIOTHEQUE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20210719-HU-475970

1er janvier 2020, portant le bilan humain des politiques migratoires européennes au-delà de la barre symbolique des 20 000 morts depuis 2014. L'indignation suscitée par la photographie d'Aylan n'aura pas suffi. Six ans après, elle accuse toujours les dirigeants européens de leur criminelle inaction.

Demain 1932. Bonnie and Clyde : la photo qui forgea leur légende et précipita leur chute

LE FIGARO**Nom de la source**

Le Figaro

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

p. 2



Mardi 3 août 2021

Le Figaro • no. 23934 • p. 2 • 131 mots

Plus de 700 migrants secourus durant le week-end en Méditerranée

François Bouchon / Le Figaro

Plus de 700 migrants tentant de traverser la Méditerranée à bord d'embarcations de fortune ont été secourus durant le week-end, notamment au large de Malte et de la Libye. Depuis samedi, six sauvetages ont été effectués dans les eaux internationales dont le dernier, dimanche après-midi, a permis de porter secours à 106 personnes, au large de Malte, selon l'ONG SOS Méditerranée.

Lorsque nous présiderons l'Union européenne, au 1er janvier (...), nous mettrons en avant les importantes avancées que nous devons avoir sur le droit d'asile, sur les rapports avec nos amis britanniques, évidemment, mais aussi que Frontex doit davantage s'occuper du nord de l'Europe et singulièrement de la Manche

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, GÉRALD DARMANIN, à Calais, le 24 juillet 2021

Note(s) :

N/A

© 2021 Le Figaro. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 8 octobre 2021 à BIBLIOTHEQUE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20210803-LF-892x20x22558481695

Le Monde

Nom de la source

Le Monde

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Mardi 27 avril 2021

Le Monde • p. 3 • 1038 mots

Naufrage de 130 migrants : « le moment de la honte »

Le pape François a déploré la non-assistance au bateau de réfugiés qui s'est échoué près de la Libye

Jérôme Gautheret

p. 3



Rome correspondant - Bien sûr, ce n'était pas encore la foule des grands jours et, dimanche 25 avril, il n'y avait qu'une poignée de fidèles quelques dizaines tout au plus, pour assister à la prière de l'angélus, place Saint-Pierre, rituel interrompu au printemps en raison de la pandémie. Mais les quelques mots prononcés par le pape François depuis le balcon du palais apostolique, dimanche, n'en ont pas moins eu un retentissement considérable, trois jours après l'annonce d'une nouvelle tragédie au large des côtes libyennes, où cent trente migrants ont disparu en mer, après avoir attendu en vain les secours.

« Cent trente migrants sont morts en mer. Ce sont des personnes. Ce sont des vies humaines qui, pendant deux jours entiers, ont imploré de l'aide, en vain. Une aide qui n'est pas venue. Frères et soeurs, interrogeons-nous tous sur cette énième tragédie. C'est le moment de la honte. Prions pour ces frères et soeurs et pour tous ceux qui continuent à mourir au cours de ces voyages dramatiques. » Défenseur résolu des droits des migrants, le pape François a fait de leur sort un point central de son action, depuis son élection en mars 2013. C'est par un voyage sur l'île italienne de Lampedusa, qu'il avait commencé son

pontificat et il ne manque jamais une occasion de rappeler à l'Europe ses devoirs envers les demandeurs d'asile. Ainsi, le pape a-t-il achevé son message par ces mots : « Nous prions également pour ceux qui peuvent aider mais préfèrent détourner le regard. Prions en silence pour eux. »

Le navire Ocean Viking, affrété par l'ONG SOS-Méditerranée, était très éloigné de la zone où une embarcation en détresse, partie de Libye dans la soirée du 20 avril, a été signalée, le lendemain matin, par un pêcheur de Khoms (à une centaine de kilomètres de Tripoli). Quand il est arrivé sur place, le navire humanitaire n'a trouvé qu'une épave et quelques corps flottant à la surface. Selon un rapport, publié par l'ONG Alarm Phone, qui travaille à recueillir et répercuter les appels venus d'embarcations en détresse, « ces morts ne sont pas un accident ». Autrement dit : les victimes auraient pu être évitées et c'est en connaissance de cause que rien n'a été tenté, pendant plusieurs heures, pour sauver les migrants en détresse.

Depuis la mise en place, dans le courant de l'année 2017, d'unités de « gardes-côtes » libyens financés par l'Union européenne et chargés de surveiller les eaux internationales au large des côtes libyennes, c'est en premier lieu à Tripoli

© 2021 SA Le Monde. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 8 octobre 2021 à BIBLIOTHEQUE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20210427-LM-3790382

qu'incombe la responsabilité de venir en aide aux embarcations en détresse dans la zone et de les ramener ensuite dans un « port sûr », en vertu du droit de la mer. Les membres de l'ONG Alarm Phone ont cherché à les joindre dans la matinée su 21 avril, composant successivement six numéros de téléphone. Sans succès.

Sans réponse de Tripoli, Alarm Phone cherche également à contacter, en début d'après-midi, le Centre de coordination des recherches en mer de Rome, lequel leur a conseillé de se tourner vers « les autorités compétentes », autrement dit les « gardes-côtes » libyens. Un peu avant 18 heures, l'équipage de l'Ocean Viking, affrété par SOS Méditerranée, informe qu'il décide de son propre chef de prendre la direction de l'embarcation en détresse, en raison de l'absence de réaction officielle des autorités libyennes, maltaises et italiennes. Mais il est à une dizaine d'heures de la zone en question et la mer est très mauvaise, avec des creux de plus de six mètres. Dans la soirée du 21, les « garde-côtes » libyens répondent enfin à un appel, pour informer qu'un bateau est en route. Quelques heures plus tard, ils annoncent que les secours ont renoncé, en raison du mauvais temps.

Incompétence

Critiqués depuis leur mise en place pour leur incompétence et leurs liens avérés avec les réseaux de trafiquants d'êtres humains, les « gardes-côtes » libyens ont également pour caractéristique d'être imprévisibles. Aussi, l'échec de leur tentative de récupérer les migrants en détresse est-elle tout sauf une surprise. C'est donc bien l'attitude de l'Italie et de l'agence européenne de gardes-frontières et de gardes-côtes, Frontex, qui pose problème. Comme cette dernière

ne dispose plus, depuis 2019, de navires dans la zone à la demande des Etats (la présence de navires de surveillance dans la zone constituerait, selon eux, un « facteur d'attraction » des migrants), c'est en dernier ressort à l'Etat italien qu'aurait dû incomber la responsabilité du sauvetage. Ancien premier ministre de l'Italie (2013-2014) au plus fort de la crise des migrants, Enrico Letta a été à l'origine du lancement de l'organisation de sauvetage en mer « Mare Nostrum », après l'émotion causée par un naufrage particulièrement meurtrier au large de Lampedusa (366 morts), le 3 octobre 2013 une opération de la marine militaire italienne qui a contribué à sauver des centaines de milliers de vies, mais qui a pris fin un an plus tard, car elle était accusée de favoriser l'immigration.

Revenu aux commandes du Parti démocrate (centre gauche) après six années d'exil parisien, ce dernier n'a pas caché son malaise après le drame du 22 avril. Dans une lettre envoyée au quotidien catholique *Avvenire* et publiée le 24 avril, il écrit : « Sommes-nous devenus à ce point insensibles à la mort collective, pour ne pas réussir à transformer notre impression d'impuissance en un engagement collectif pour affronter ce phénomène ? Ce énième naufrage impose à l'Europe de mettre un terme à ces massacres en mer. C'est un devoir historique. » Et plaide pour un plan « Next Generation » européen pour les migrations, sur le modèle du plan de relance adopté pour lutter contre les conséquences de la pandémie.

Il sait bien, cependant, que sa prise de position sera loin de faire l'unanimité au sein du gouvernement auquel sa formation appartient, et qui comporte en son sein plusieurs formations de droite

et d'extrême droite, aux positions hostiles à l'immigration. Si Matteo Salvini (Ligue, extrême droite) n'a pas réagi à l'annonce du drame, le sénateur Enrico Aimi (Forza Italia, droite modérée) a en revanche réagi, en appelant le gouvernement à accroître la pression sur les ONG, accusées d'avoir une « grandissime responsabilité » - même quand elles ne sont pas présentes - dans la situation humanitaire en Méditerranée centrale.

l'Humanité**Nom de la source**

l'Humanité

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Lundi 2 août 2021

l'Humanité • p. 12 • 17 mots

[600C'est le nombre de migrants secourus en Méditerranée...]

600C'est le nombre de migrants secourus en Méditerranée ce week-end par trois bateaux affrétés par les ONG.

© 2021 l'Humanité. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 8 octobre 2021 à BIBLIOTHEQUE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20210802-HU-478634

LA CROIX

Nom de la source

La Croix

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

p. 4



Mercredi 11 août 2021

La Croix • no. 42084 • p. 4 • 543 mots

Question du jour

Quel accueil pour les migrants débarqués en Sicile ?

Plus de 800 migrants pris en charge par des bateaux humanitaires sont peu à peu débarqués depuis le 7 août dans les ports siciliens de Pozzallo et Trapani, après une semaine très éprouvante en mer. Mardi 10 août, 255 d'entre eux restaient encore à bord. La solidarité des États européens pour leur prise en charge se fait toujours attendre.

Recueilli par Marie Verdier

La solidarité européenne est restée à l'état d'embryon

Vincent Cochetel, envoyé spécial du Haut-Commissariat aux réfugiés pour la situation en Méditerranée centrale

Les 806 migrants et réfugiés qui ont commencé à débarquer en Sicile ces derniers jours viennent de 22 pays différents. Statistiquement, parmi les rescapés qui traversent la Méditerranée centrale, un tiers obtient le statut de réfugié ou un autre statut leur permettant de rester en Europe, les deux autres tiers n'auront pas droit à un séjour en Europe.

La Commission européenne tente de s'activer pour mobiliser les États européens afin d'aider l'Italie. Jusqu'ici, la solidarité est restée embryonnaire. Si les États ne coopèrent pas, nous verrons, comme par le passé, les gens fraîchement débarqués poursuivre leur chemin d'une manière irrégulière vers d'autres pays européens. Certains États seraient sans doute prêts à faire plus si les retours fonctionnaient mieux, si les pays d'origine étaient prêts à recevoir leurs ressortissants.

La réponse est loin d'être seulement européenne. La Tunisie, ces derniers temps, a accueilli plus de 1 700 personnes dont les bateaux, partis de Libye, ont dérivé dans ses eaux. Les pays de transit au sud de la Libye - Soudan, Niger, Tchad -, sont eux-mêmes confrontés à des afflux massifs de réfugiés qui fuient les crises et les guerres au Tigré (Éthiopie), au Nigeria, au Mali, au Burkina Faso, etc. Il faudrait malgré tout trouver des réponses stabilisantes dans ces pays. Car tous les choix sont meilleurs que d'aller en Libye. D'après les témoignages que nous recueillons, il y a encore plus de décès sur les routes terrestres que sur les routes maritimes, pourtant très mortelles. Les gens sont abandonnés dans le désert ou meurent dans les hangars des trafiquants où certains restent enfermés pendant des années.

En Libye, rien ne retient les personnes désespérées de prendre des risques insensés pour quitter le pays. Le pouvoir central laisse faire, ou n'a pas prise sur les autorités de la région de Zouara, à l'ouest de Tripoli, d'où partent 95 % des bateaux. La libération, en avril, du responsable des gardes-côtes de cette ré-

© 2021 la Croix. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 8 octobre 2021 à BIBLIOTHEQUE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20210811-LC-04lx-1415398

gion - sanctionné par les Nations unies en raison de suspicions de trafic d'êtres humains et arrêté en novembre 2020 - a envoyé un signal très fort d'impunité aux trafiquants.

De plus, depuis des mois, le Haut-Commissariat aux réfugiés ne peut plus transférer les réfugiés vers le Niger ou le Rwanda, et l'Organisation internationale des migrations ne peut plus évacuer les ressortissants africains qui demandent à rentrer chez eux, car les vols sont suspendus par les autorités libyennes, de manière tout à fait incompréhensible. Nous avons même reçu des menaces de fermeture de nos bureaux si nous voulions enregistrer des personnes venant de pays en proie à de graves conflits au Sahel, en Centrafrique, au Nigeria, au Cameroun, etc. Les autorités libyennes n'autorisent en effet l'enregistrement de réfugiés que pour neuf nationalités.

Le Monde**Nom de la source**

Le Monde

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

p. 12



Jeudi 19 août 2021

Le Monde • p. 12 • 685 mots

Gino Strada

Cofondateur de l'ONG Emergency

Olivier Bonnel

La disparition de Luigi Strada, dit Gino, le 13 août, lors de vacances en Normandie, a suscité une profonde émotion dans la péninsule italienne. A 73 ans, l'homme aux faux airs de Nanni Moretti à la barbe blanche laisse dans son pays de nombreux orphelins. Médecin de combat, homme abhorrant la guerre, il a doublé sa vie d'humanitaire de celle d'un infatigable combattant pacifiste, salué par tout le spectre politique italien.

Né en 1948 à Sesto San Giovanni, une banlieue ouvrière située à lisière milanaise, Gino Strada suit des études de médecine à l'université d'Etat de Milan puis s'envole vers les Etats-Unis pour parfaire sa spécialité. Ce sera la médecine de guerre. A la fin des années 1980, il s'engage au Comité international de la Croix-Rouge pour des missions qui le mènent de l'Afghanistan à l'Ethiopie, de la Somalie à la Bosnie.

L'année 1994 marque le début d'Emergency, qu'il fonde avec son épouse, Teresa Sarti, et quelques compagnons de route. Une première structure est ouverte au Rwanda, encore meurtri par le génocide. Puis vient le Cambodge, où il passe plusieurs années, et l'Afghanistan, où il ouvre en 1998 un premier hôpital de campagne dans la vallée du Panshir, bastion du commandant Massoud. Aujourd'hui, dans le pays livré aux talibans, Emergency gère trois hôpitaux et

plus d'une quarantaine de postes de premiers secours.

« Prix Nobel alternatif »

L'ONG est présente dans une vingtaine de pays de la planète et a sauvé plus de 10 millions de patients, sur tous les théâtres de guerre. Dans ses chroniques de chirurgien de guerre, parues en France sous le titre *Les Perroquets verts* (Calmann-Levy, 2002), Strada s'arrête sur l'un de ses grands combats : la lutte contre les mines antipersonnel.

Les « perroquets verts » sont le surnom de ces armes sinistres de fabrication soviétique, dont la gaine de plastique ressemble à des ailes déployées, que les enfants venaient ramasser. « Voir de telles atrocités a changé ma vie », confesse-t-il. C'est à Quetta, au Pakistan, qu'il opère ses premiers enfants estropiés. Malgré la difficulté de ses missions, Strada reste optimiste.

« Comme médecin, je pourrais comparer la guerre au cancer : il opprime l'humanité et fait de nombreuses victimes. Cela signifie-t-il que tous les efforts médicaux sont inutiles ? », écrit-il.

Son verbe était aussi tranchant que ses scalpels de chirurgien. « C'est donc cela, l'ennemi ? », s'était-il indigné devant les parlementaires suédois en recevant, en 2015, le « prix Nobel alternatif », après avoir fait remarquer que 90 % des vic-

© 2021 SA Le Monde. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 8 octobre 2021 à BIBLIOTHEQUE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20210819-LM-4145784

times qu'il soignait étaient des civils, parmi lesquels de nombreux enfants. Sa voix tonnait souvent après un naufrage de migrants en Méditerranée. « Enquêter pour savoir si la Libye est un port sûr, c'est comme enquêter pour se demander si l'eau mouille ! », s'était-il emporté.

La voix de Gino Strada portait bien au-delà de la sphère humanitaire. Régulièrement invité dans les festivals ou sur les plateaux, il avait, en 2020, au plus fort de la pandémie de Covid-19, rappelé l'importance d'un système de santé accessible aux plus vulnérables. Sa popularité lui valut même d'être pressenti, en novembre 2020, pour prendre en main la cellule d'urgence humanitaire en Calabre, sans que cela se concrétise.

Sa mort a un écho étonnant avec les convulsions de l'actualité. En premier lieu avec l'Afghanistan, où il vécut sept ans. Gino Strada connaissait parfaitement le terrain afghan. En 2007, après l'enlèvement de l'envoyé spécial de La Repubblica par les talibans, on le retrouve associé aux négociations pour sa libération. Le jour de sa mort, la Stampa publiait un de ses articles titré « C'est ainsi que j'ai vu mourir Kaboul », pour dénoncer l'échec des Occidentaux et le gâchis de vingt années de guerre.

Sa fille Cecilia, qui a présidé Emergency, se trouvait en mer Méditerranée, occupée à sauver des migrants à bord du navire ResQ, quand son père est mort. Sur Twitter, elle a annoncé le décès par ces mots qui sont sans doute le plus beau des hommages : « Là-bas, pendant que mon papa Gino Strada s'en allait, je faisais cela ici. Une vie est partie, 85 autres sont montées à bord. En sécurité. Cela semble une bonne façon de lui dire au

revoir. »



Nom de la source

Libération

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

p. 2



p. 4



p. 6



Jeudi 10 juin 2021

Libération • p. 2,3,4,5,6 • 3475 mots

LES 20 MOMENTS-CLÉS DE MSF

Laurence Defranoux, Christian Losson, Célian Macé, Maria Malagardis, Luc Mathieu et Arnaud Vaulerin

L 971 : la création, avec Bernard Kouchner et Xavier Emmanuelli Un mode d'action, en mode révolution ? Jusque-là, les agences onusiennes et intergouvernementales n'intervenaient qu'à une double condition : l'accord du gouvernement concerné et le silence sur leur intervention. Hantée par le spectre du Biafra, au Nigeria, MSF brise le modèle et décide d'agir sans autorisation tout en se laissant la latitude de témoigner si nécessaire. Une idée simple, qui jette les bases d'un nouveau type d'humanitarisme et tente de réinventer le concept d'aide d'urgence. L'organisation est créée par des médecins, dont Bernard Kouchner, et des journalistes de la revue médicale Tonus, dont son rédacteur en chef Raymond Borel. Sa première mission se déroule en 1972 à Managua, la capitale du Nicaragua, frappée par un tremblement de terre. Elle se déploie dans la foulée sur des terrains de guerre, comme au Liban, en 1976, ou pour aider des victimes de guerre, dont les Cambodgiens réfugiés en Thaïlande après avoir fui les Khmers rouges, dès 1975.

1979 : la scission A l'assemblée générale de mai 1979, dans un hôtel de l'avenue de Suffren, Bernard Kouchner, désavoué, joue le clash : «Née en 1971, MSF est morte pour moi, tuée en plein succès.» Lutte pour le pouvoir, lutte d'hommes à hommes, lutte idéologique, peut-être. Mais pas seulement. Idéalisme romantique d'un côté, pragmatisme

PHOTO BRUNO STEVENS. COSMOS

Au Darfour dans l'ouest du Soudan, en 2004.

programmatique de l'autre : Kouchner rêve de prolonger le rêve d'un happening entre urgence et coups de gueule, Claude Malhuret et d'autres rêvent de professionnalisme et de structurer l'aide médicale d'urgence. Le constat a déjà été formulé lors de la première AG de MSF en 1972, entre bénévoles pour des courtes missions, et désir de vertébrer une aide médicale dans ce que l'on appelle alors «le tiers-monde». La mise en avant du bateau Ile de lumière, lancé en début d'année pour recueillir des Vietnamiens en mer de Chine, jugée un rien trop racoleuse, a achevé de cliver MSF. Kouchner, avec d'autres médecins, part créer Médecins du monde (MDM), pour «aller où les autres ne vont pas, témoigner de l'intolérable». La toute petite histoire retiendra que le publicitaire Jacques Séguéla aurait comparé le handicap de MDM à celui de Pepsi par rapport à Coca-Cola. Les deux sont aujourd'hui les plus formidables ONG médicales de la planète.

1980 : au Cambodge, la famine après les Khmers rouges Le régime génocidaire des Khmers rouges était tombé depuis janvier 1979, chassé par les troupes vietnamiennes. Le Cambodge, aux mains du pouvoir de Hanoi qui avait installé le gouvernement de Hun Sen, sort de

© 2021 SA Libération. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 8 octobre 2021 à BIBLIOTHEQUE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20210610-LI-170044606

presque quatre ans d'enfer après une extermination de masse. Des réfugiés dans un état catastrophique continuent à fuir le pays par des frontières verrouillées et, affamés, donnent l'impression que le pays «risque de mourir une seconde fois», comme l'analysera après-coup Rony Brauman. Une partie des humanitaires soutient le nouveau gouvernement et appelle à des collectes, des dons. Une autre, dont MSF, plaide pour une aide directe et pour acheminer la nourriture sur les lieux de la famine. Et pour cela, ces ONG organisent le 5 février 1980 à la frontière thaïlandaise la Marche pour la survie du Cambodge afin de forcer le passage. MSF ne pénétrera dans le pays qu'en 1989.

1985 : Ethiopie, expulsion, famine MSF mobilise en faveur des victimes de la famine dans le nord de l'Ethiopie. Puis dénonce son détournement «à des fins politiques». Résultat: le 2 décembre, ses équipes sont expulsées du pays. Une première pour l'ONG. Comme partout ailleurs, MSF n'y exerçait au départ que des activités médicales. Mais face à l'ampleur du désastre humanitaire, les «french doctors» avaient également acheminé, là encore pour la première fois, nourriture, tentes et couvertures. Avant de réaliser que l'aide était instrumentalisée, notamment pour orchestrer le transfert forcé et massif de ces populations affaiblies vers le sud. Alors que la planète entière, émue par le drame éthiopien, chante en chœur We are the world, MSF fait soudain entendre une musique différente, révélant le cynisme et la cruauté du régime de Mengistu. La famine de 1984-85 fera près d'un million de victimes, mais accélère la chute du dictateur. Par la suite, MSF reviendra en Ethiopie. Depuis novembre 2020, ses équipes y dénoncent à nouveau une catastrophe humanitaire. Une fois de plus

dans le Nord du pays, confronté à une guerre civile à huis clos.

1985 1994 : Rwanda, le génocide des Tutsis A quel moment comprend-on qu'on est confronté à un génocide ? Très vite. Une semaine après le déclenchement des massacres le 7 avril au Rwanda, les équipes sur place sont confrontées à l'ampleur du bain de sang, mais comprennent aussi sa nature : «Une politique délibérée, systématique, planifiée» qui vise à «l'extermination des Tutsis», racontera à la mi-mai Jean-Hervé Bradol, qui revient alors de Kigali pour MSF. Pendant les trois mois du carnage, 200 employés tutsis de l'ONG seront tués. «On n'arrête pas un génocide avec des médecins.» Mais Bradol avait aussi pointé le rôle de la France qui «connaît bien les assassins». Ceux qu'elle a «financés, entraînés et armés». Après avoir milité pour une intervention internationale, MSF accueille malgré tout plutôt favorablement l'arrivée des forces françaises fin juin. Mais l'opération Turquoise favorise l'exode massif des forces génocidaires, vers le Zaïre voisin (aujourd'hui république démocratique du Congo). A partir de novembre, MSF quitte ces camps de réfugiés, contrôlés par les auteurs du génocide et dont les rêves de revanche vont bientôt engendrer de nouvelles guerres.

1994 1995 : Srebrenica, l'abandon Quand l'enclave de l'est de la Bosnie-Herzégovine est déclarée «zone de sécurité» par les Nations unies en 1993, la protection de la population a vite été perçue comme une illusion, sinon un piège. MSF est arrivé sur zone en mars 1993 avec le général Morillon. Et dès lors, elle s'est posée des questions cruciales sur le sens de son action. En intervenant auprès des populations bloquées dans l'enclave, n'a-t-elle pas servi la

stratégie des agresseurs? Si elle demandait l'évacuation de ces milliers de personnes menacées, n'était-ce pas une manière d'entériner le nettoyage ethnique ? De même, présente dans l'enclave, l'ONG a pu donner l'impression que la zone était sûre et protégée par les Casques bleus. Il n'en a rien été: le 11 juillet 1995, Srebrenica tombe. Au moins 7000 hommes et garçons sont tués, dont des personnels et des patients de MSF. Face à cet abandon et aux «lâchetés» multiples, l'ONG demande des comptes sur les opérations de maintien de la paix. Et milite pour la création d'une Suite page 5 1995

Suite de la page 3 mission d'enquête parlementaire. Qui ouvrira ses travaux en 2001. Sans faire toute la lumière sur le dernier génocide en date sur le sol européen.

1999 : prix Nobel de la paix La nouvelle est tombée avec les dépêches d'agences. Il est environ 11 heures. Dans ses locaux, rue Saint-Sabin, derrière le génie de la Bastille, à Paris, l'association organise une conférence sur «l'accès aux médicaments essentiels». Des tonnerres d'applaudissements accueillent le choix du comité Nobel, qui récompense ainsi l'action de l'ONG: «Les frontières nationales et les circonstances ou affinités politiques ne doivent avoir aucune influence sur la question de savoir qui doit recevoir de l'aide humanitaire». Lors de la remise du prix, James Orbinski, alors président du Conseil international, profite de la tribune pour dénoncer les exactions de l'armée russe en Tchétchénie dont Moscou interdit d'entrée l'association. Et MSF, en amoureuse de la dialectique, s'écharpe un peu plus en conseil d'administration sur les risques d'institutionnalisation. Ou déplore le fait que le Nobel ne fut pas celui de médecine. Paz

sin fronteras.

2000 : Palestine, l'introduction de la psychiatrie en guerre Stress, sentiment d'isolement, d'insécurité, syndromes post-traumatiques, problèmes de sommeil, bouffées délirantes, dépressions, 2000 etc. En 2000, MSF se lance dans les soins psychologiques dans la bande de Gaza. Les forces israéliennes et les colons sont alors déployés dans l'enclave, ils ne se retireront qu'en 2005. Des psychologues et des psychiatres travaillent avec les médecins chargés de soigner les problèmes physiques, parfois aggravés par les souffrances psychologiques. En 2004, le programme sera étendu à la Cisjordanie. Trois ans plus tard, il prendra aussi en charge des victimes des affrontements intrapalestiniens. Les besoins explosent après les offensives israéliennes en 2006, 2008, 2012, 2014 et 2021, autant pour les civils que pour les équipes de soignants. Entre les guerres, le sentiment d'enfermement à Gaza et les conséquences de l'occupation en Cisjordanie amènent plusieurs milliers de patients à consulter chaque année.

2001 : Afrique du Sud, le sida «La vie, pas les profits.» Ce 5 mars 2001, 39 firmes pharmaceutiques entendent défendre leurs brevets devant la Haute Cour de justice de Pretoria et continuer de bloquer l'Afrique du Sud qui revendique le droit de produire ou d'importer des génériques pour soigner ses malades du sida. «Les médicaments sont au Nord, les malades au Sud», dénoncent les ONG et associations de malades. Avec MSF en première ligne. L'association a bien commencé à introduire des traitements, quatre ans plus tôt en Thaïlande, mais l'hécatombe dévaste ses équipes, ses patients : 30 000 morts par jour ! En Afrique du Sud, l'es-

perance de vie pourrait tomber de 59 ans à 45 ans d'ici à 2005 MSF est partout : au chevet du malade, dans les ministères, les congrès, les contre-sommets du G8, les sièges des big pharma, et bien sûr dans le débat public. Les labos, accusés de crime contre l'humanité par omission, ont perdu la bataille de l'image et jettent l'éponge. La lutte continue : 26 millions de personnes avaient accès à la thérapie antirétrovirale en 2020, soit 68 % des malades, mais 690 000 personnes en sont mortes.

2003 : contre les maladies négligées La lutte pour l'accès aux médicaments contre le sida n'est que la partie émergée de 2003 l'iceberg dans la lutte que mène MSF pour des traitements efficaces contre le paludisme, la maladie du sommeil, la dengue, la leishmaniose ou la maladie de Chagas. Avec cinq labos de recherches dans le monde, dont Pasteur en France, elle met sur les rails Drugs for neglected diseases initiatives, l'initiative médicaments contre les maladies négligées. Un partenariat public-privé basé à Genève qui va jouer les incubateurs de lutte et qui ancre sa campagne d'accès aux médicaments essentiels lancée quatre ans plus tôt. Avec ce constat : sur 1 200 molécules mises sur le marché entre 1975 et 1997, seules onze concernent des maladies infectieuses. Dont cinq issues de la recherche vétérinaire Pour soigner la maladie du sommeil en Ouganda, par exemple, l'ONG est contrainte d'utiliser un médicament à base d'arsenic, qui tue dans 5 % des cas, «mais on n'avait pas le choix», raconte Bernard Pécol, initiateur du projet. Près de vingt ans plus tard, DNDI pilote 40 projets, y compris 20 nouvelles molécules. Plus de 20 essais cliniques sont en court.

2004 : Darfour, la plus grande aide

Depuis un an, dans l'ouest du Soudan, les soldats et les mercenaires d'Omar el-Béchar se déchaînent contre les rebelles qui ont osé prendre les armes contre son régime - et les communautés, en particulier Four et Masalit, qui leur sont associées. Sous forte pression, Khartoum autorise finalement les ONG et les agences onusiennes à accéder à la zone du conflit. Le Darfour devient l'une des plus grandes opérations humanitaires jamais organisées. «On était dix ans après le Rwanda, rappelle Jean-Hervé Bradol, président de MSF France à l'époque. Nous étions assez divisés au sein de MSF. Fallait-il qualifier les massacres de génocide, comme certains diplomates l'ont fait ? Moi, malgré les tueries massives, les viols parfois systématiques, je ne voyais pas quelque chose de similaire au Rwanda.» Cinq ans après le début des opérations, MSF France et MSF Hollande sont expulsés du Darfour, comme une quinzaine d'autres ONG, le jour où la CPI émet un mandat d'arrêt visant El-Béchar pour «crimes de guerre» et «crimes contre l'humanité».

2005 : Indonésie, tsunami, arrêt des dons 2005

Le 26 décembre 2004, un tremblement de terre sous-marin déclenche une vague géante qui s'abat sur les côtes de sept pays d'Asie du Sud-Est, faisant plus de 230 000 morts, notamment en Indonésie et au Sri Lanka. La catastrophe est immense, mais seules les côtes sont touchées. La phase d'urgence médicale est assez brève : peu de blessés, mais beaucoup de reconstruction. Cependant, les images spectaculaires, la période de Noël, la mort de 95 touristes français et des rumeurs délirantes d'épidémie déclenchent un afflux historique de dons vers toutes les ONG de la planète. Le 3 janvier 2005, MSF, qui a déjà reçu bi-

en plus que les 22 millions qu'elle estime nécessaires à sa mission, appelle les Français à cesser leurs dons liés au tsunami, en leur demandant l'autorisation de réaffecter le surplus à d'autres causes. Grincement de dents d'autres associations, qui voient leurs financements se tarir. Seuls 1 % des donateurs de MSF demandent à être remboursés. D'autres ONG suivront finalement son exemple.

2007 : la révolution du Plumpy nut, 150 000 enfants soignés La crise du Niger de 2005 a constitué un tournant majeur pour les politiques de prise en charge de la malnutrition infantile. Une des solutions, mise en musique par MSF, est directement inspirée de la «noix dodue», ou «grassouillette», venue de Normandie. Une pâte au goût beurre de cacahuètes, conditionnée en sachets de 92 grammes et d'une valeur de 500 kilocalories. «Ça ressemble à une recette de cuisine, mais il y a de la matière grise dans la conception, estime Jean-Hervé Bradol, alors président de la section française de MSF. Même si c'est du beurre de cacahuètes, du lait et des minéraux, du point de vue des résultats cliniques, c'est une révolution.» Alors que plus d'un enfant sur cinq mourait de malnutrition avant l'âge de 5 ans, 90% d'entre eux auront la vie sauve. Les centres nutritionnels thérapeutiques classiques n'auraient permis de soigner qu'environ 30% des enfants malades.

2010 : Haïti, le séisme C'est la plus grosse opération d'urgence jamais réalisée par l'association, qui la verra prendre en charge plus de 358000 patients, réaliser 16 570 opérations chirurgicales en 2010 dix mois. Le séisme du 10 janvier a achevé de dévaster Port-au-Prince déjà exsangue. Plus de 300 000 morts, autant de blessés, quatre fois plus de dé-

placés. Le tribu est aussi lourd pour l'ONG : douze victimes, deux de ses hôpitaux détruits. Au plus fort de la crise, elle doit faire plus que jamais avec les moyens du bord. Improviser, loin des directives qui pourrissent parfois la vie des femmes et des hommes sur les terrains. Libération avait notamment raconté comment, dans une «situation pire qu'une guerre», ils avaient opéré dans un container, 24 heures sur 24, avec des scies achetées au marché local. Loin de l'incroyable hôpital gonflable qu'ils déploieront par la suite. Une épidémie de choléra frappera 500 000 personnes dans la foulée. Dans un pays où tout est urgence, les activités de MSF se concentrent aujourd'hui sur celles liées aux personnes victimes de violences, les brûlures ou les accidents de la route.

2012 : en Syrie, un, hôpital clandestin En 2011, dans la foulée des soulèvements tunisiens, égyptien et libyen, Suite page 6

Suite de la page 5 des manifestations éclatent en Syrie. Dès le début, le régime de Bachar 2011 al-Assad riposte par la force. Les contestataires sont ciblés par des tirs, arrêtés et torturés, tabassés par des chabihis, des miliciens pro-loyalistes. MSF n'a pas les autorisations pour établir des cliniques ou même aider les médecins et infirmiers syriens. L'ONG s'y déploie clandestinement. En 2012, alors que la révolution a mué en guerre civile et que les bombardements du régime frappent sans discontinuer les poches rebelles, elle crée trois hôpitaux dans le Nord syrien. En 2014, le conflit a encore dégénéré avec l'irruption de l'organisation jihadiste Etat islamique. Cinq employés de MSF sont kidnappés. Ils seront libérés cinq mois plus tard. L'association est toujours présente en

Syrie, notamment dans le camp d'Al-Hol (nord-est), où vivent des familles de jihadistes.

2014 : Ebola en Afrique de l'Ouest Circonsrites jusqu'au milieu des années 2010, les épidémies d'Ebola frappaient plutôt des zones reculées. En 2014, cette fièvre hémorragique se propage en Afrique de l'Ouest (Guinée, Liberia, Sierra Leone). Son taux de létalité s'avère phénoménal : 50 %. Elle provoque l'effondrement du système de santé en raison de la surmortalité du personnel. Et la panique, bien au-delà de la région, sur une possible propagation. Saluée dans le monde, l'action de MSF, la première ONG à s'être massivement mobilisée, fait l'objet, en interne, d'une remise en cause virulente. L'association aurait «collectivement échoué à démontrer que la survie de chaque patient était une bataille qu'il fallait mener», dénoncent des responsables. Et aurait «institutionnalisé une forme de non-assistance à personne en danger de mort». Rony Brauman résumera dans Libération la déchirure, évoquant la «fierté d'avoir eu un tel déploiement de volontaires» et «la frustration de médecins d'avoir vu mourir des patients qu'ils estimaient pouvoir aider». Plus de 20 000 personnes ont succombé.

2015 : la crise des réfugiés en mer Méditerranée En avril 2015, 1 200 migrants clandestins se noient aux portes de l'Europe, dont 800 dans un seul naufrage, le 19 avril, au large de l'île de Lampedusa. Cet été-là, plus d'un million de personnes pénètrent dans l'espace 2015

Schengen. MSF, qui avait cessé ses activités en France depuis 2012, rouvre une mission à Calais, dans cette «jungle» où s'entassent dans des conditions

insalubres ceux qui tentent de rentrer au Royaume-Uni. Surtout, l'organisation se redéploie peu à peu en Grèce, dans les Balkans, en Libye, et même en mer Méditerranée, où l'ONG monte, pour la première fois, des opérations de secours en mer. «On n'avait jamais fait ça, raconte Michael Neuman, coordinateur du Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires. Sur la question des migrants, on a élargi notre palette, en faisant du social, du juridique, etc.» MSF assume cette fois un «rôle dans le débat public européen», qui a pu faire grincer quelques dents dans les hautes sphères de l'organisation, «un réflexe récurrent quand on touche à un dossier politique», rappelle Neuman.

2017 : le drame des Rohingyas Le 25 août 2017, l'attaque de postes de police birmans par une poignée de rebelles armés de bâtons, de couteaux et quelques revolvers, déclenche une opération de nettoyage ethnique contre les Rohingyas, un peuple musulman vivant dans l'Arakan (ou Etat Rakhine), dans l'ouest de la Birmanie. La mécanique génocidaire qui couvait depuis des années est révélée dans le feu et le sang. Au moins 700 000 personnes sont chassées vers le Bangladesh voisin, et la région devient inaccessible aux journalistes et au personnel humanitaire. Pour estimer le degré d'urgence, MSF mène des enquêtes dans les camps bangladais. En décembre 2017, ses épidémiologistes arrivent à la conclusion qu'en quatre semaines, au moins 6 700 Rohingyas ont été assassinés, dont 730 enfants âgés de moins de 5 ans.

Ces estimations, qui concordent avec les témoignages collectés par Libération et l'analyse de données satellites, aideront à mesurer l'ampleur du massacre.

2020 : Afghanistan, un massacre à la maternité Ce 12 mai 2020, la maternité gérée par MSF à Dacht-e-Barchi, quartier de la minorité hazara à Kaboul, est attaquée. Au moins un assaillant pénètre dans le bâtiment et abat, 2020 une à une, seize femmes qui venaient d'accoucher ou s'apprêtaient à le faire. Parmi les victimes figurent aussi deux enfants, des cousins âgés de 7 ans, qui attendaient à l'entrée de l'hôpital. Un pays en guerre depuis quarante ans ? L'attentat se distingue par sa sauvagerie. Jamais une maternité n'avait été visée. Est-ce pour cela que l'attaque ne sera jamais revendiquée ? Elle a en réalité été commise par un jihadiste de l'Etat islamique, qui a bénéficié de complicités au sein du réseau dit Haqqani, lié aux talibans. D'après les services de renseignement afghan, le commanditaire est le groupe ultraradical pakistanais Lashkar-e-Taiba (lire l'édition du 19 août 2020). Dans les jours qui suivent l'attentat, un débat agite MSF : faut-il se retirer du pays ? Pour finir, l'ONG restera présente en Afghanistan, mais elle ne soutiendra plus le projet de la maternité de Dacht-e-Barchi.

2021 : Brésil, le fiasco du Covid Une santé publique «instrumentalisée par le pouvoir politique», des rumeurs et fake news «aux conséquences dévastatrices», une «pénurie» constante de sédatif ou d'oxygène. Une «situation de chaos» et un système de santé, jusque-là performant, au «bord de la destruction». Cette mi avril, MSF rue comme jamais dans les brancards. Et étrille sans le citer, le président d'extrême droite Jair Bolsonaro, dont l'inconscience, la légèreté et le déni ont conduit à la pire réponse politique au monde face à la pandémie du Covid. Plus de 100000 morts en trente-six jours ce printemps. Quatre ministres de la Santé en un an, aucune

réponse fédérale coordonnée et une négation systématique de la crise, qui frappe évidemment les plus pauvres dans l'un des pays les plus inégalitaires au monde et au chevet desquels MSF a déployé des équipes dans huit Etats du pays. Bolsonaro est aujourd'hui la principale cible d'une commission d'enquête parlementaire sur ce fiasco sanitaire sans précédent.

Illustration(s) :

Tommaso Protti

A Manaus au Brésil, une des villes les plus touchées par le Covid.

Photo Nicola Vigilanti. Hans Lucas

Opération en Haïti après le séisme de 2010.



Nom de la source

Libération

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

p. 26



Mercredi 26 mai 2021

Libération • p. 26 • 497 mots

«Il Mio Corpo», ainsi soit île

Camille Nevers

Au coeur de la Sicile, Michele Pennetta filme les vies parallèles, marquées par la pauvreté et le labeur, de jeunes Italiens et réfugiés.

Selon une tradition sans autre fondement que de vouloir dissocier chiens et chats, le cru du cuit, vraie vie et vie reconstituée, ou enfin les documentaires et la fiction, aux fiches et génériques de ceux-là il n'est jamais fait mention des acteurs du film, seuls le cinéaste et son équipe technique trônent partout, affiche et dossier de presse. Aux créateurs les noms, aux êtres filmés les visages et «il mio corpo» (le «ceci est mon corps» biblique). Ce serait un don, un don d'eux-mêmes. Soit. De façon plus pragmatique, un participant à un documentaire auquel on donne droit à un titre officiel parmi l'équipe artistique - Il mio corpo, avec Oscar (comment ?), Stanley (comment ?), Marco (comment?) - ce serait reconnaître qu'il a travaillé au film, et dès lors mérité salaire, ce qui n'arrive pratiquement pas dans le domaine de la non-fiction. Leurs prénoms restent, seuls. Clair-obscur. Cela posé, Il Mio Corpo est un beau film de mauvais rêve, aux corps sans nom donc, épiphanies en clair-obscur, resplendissants, sublimés, «fictionnés» (parfois trop), à l'image du coin de Sicile où Pennetta a tourné: arpents isolés sans nom de ville ou village précisés, comme si la Sicile était une entité aussi fascinante, exotique et impénétrable, pour un cinéaste issu de la part la plus septentrionale (Varèse) de l'Italie, que cette famille de ferrailleurs misérables qu'il filme d'un côté; que le

photo Nour Films

En pick-up ou en bus, on sinue dans la partie centrale de l'île.

Nigérian réfugié, homme à tout faire, balayeur d'église ou vendangeur saisonnier, de l'autre. En pick-up, à pied ou à vélomoteur on sinue dans la partie centrale de l'île, apparemment celle de Caltanissetta (où se trouve le centre de migrants de Pian del Lago) et de Sommatino, aux mines de soufre désaffectées, dans les terres et parmi les décharges en contrebas d'autoroute, les vignes, les bergeries. C'est la campagne la plus escarpée où les petits et grands héros crapahutent au labeur, raisin rouge et statuette de Vierge - à une scène de baignade près dans la Méditerranée, les deux amis Stanley et Blessed posés sur une plage identique à celle qui les vit s'échouer. Exploitation. A quoi songent-ils, les survivants? A quoi rêve le gosse épuisé, que le ciel éblouit au couchant ? Vies quotidiennes parallèles, du jeune Sicilien et du Nigérian élané, dans une symétrie de pauvreté et d'adversité reflétée à distance l'une de l'autre, croisées in extremis : le très beau plan de repos partagé entre eux. Les aléas du labeur, l'argent chiche, les violences intrafamiliales et administratives, les mille et un soleils de l'exploitation. A ce territoire de fer et de sueur, de chaleur et de poussière, sous cette lumière drue magnifique où enfants et migrants travaillent

© 2021 SA Libération. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 8 octobre 2021 à BIBLIOTHEQUE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20210526-LI-169651800

sans trêve, manque peut-être seulement
une carte, et sa boussole, moins tendre.

Il Mio Corpo de Michele Pennetta (1 h
20).



Nom de la source

Libération

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

p. 14



Mardi 25 mai 2021

Libération • p. 14 • 920 mots

Au Maroc devant Ceuta : «A chaque tentative, soit j'y arrive soit je meurs»

Par EMILIE GODART Envoyée spéciale dans le nord du Maroc

Aux portes de la ville autonome, des jeunes rêvent d'Europe. Leurs tentatives de passage, ces derniers jours, sont facilitées par les autorités marocaines, qui ont des comptes à régler avec l'Espagne.

De la route montagneuse surplombant la mer qui relie Tanger à Belyounech, un petit village de pêcheurs aux portes de la ville autonome espagnole de Ceuta, ce ne sont pas tant les virages que les contrôles de police qui ponctuent le trajet. Quatre-vingts kilomètres jusqu'à la frontière, le long desquels la police nationale, l'armée et la gendarmerie royale sont postées çà et là, sans compter les hélicoptères survolant la zone. Cette même route, empruntée quelques jours plus tôt, à pied, par Marouane (1), un grand jeune homme fin qui pourrait paraître cinq ans de plus s'il n'était pas trahi par sa barbe naissante. Il est tout juste majeur et a tenté de traverser avec ses amis, tout comme les quelque 8000 autres Marocains, des images d'Europe plein la tête. «Je tenais le stand de légumes de mon père au marché et un ami est venu m'avertir que les frontières avec Ceuta étaient ouvertes. On s'est décidés à partir vers minuit, d'abord depuis la gare de Tanger mais il n'y avait aucun transport, alors nous avons marché.»

Stigmates. Ce n'est que vers 4 heures du matin qu'ils sont arrivés à destination. Ils ont passé la nuit à jouer au jeu

PHOTO BERNAT ARMANGUE. AP

Des migrants marocains ayant rejoint Ceuta tentent d'atteindre le port afin d'embarquer sur un bateau vers l'Europe.

du chat et de la souris le long du mur de grillage qui sépare le Maroc de l'Espagne. Trois fois ils sont passés, trois fois ils ont été renvoyés. «Nous avons essayé à la nage puis en contournant la montagne. Ce sont des policiers marocains qui nous ont finalement

PORTUGAL montré le chemin. Ils nous disaient : "Passez par-là, contournez par ici", assure le jeune homme qui n'en est pas à son premier coup

Ceuta 100 d'essai. Le pied à peine posé sur la plage espagnole, l'euphorie retombe : «Les gardes espagnols nous ont attrapés, tabassés, avant de nous chasser», raconte-t-il en se touchant le visage. Un visage qui porte encore les stigmates d'une nuit de violence. «J'ai compris qu'il y avait quelque chose de politique contre l'Espagne. J'ai senti la manipulation. D'habitude, la police marocaine ne laisse absolument personne passer sans visa, ni passeport. C'est pour ça que je suis revenu au

FRANCE

© 2021 SA Libération. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 8 octobre 2021 à BIBLIOTHEQUE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20210525-LI-169626088

Madrid

Maroc, il n'y avait rien à faire là-bas.» Depuis son bureau situé à une trentaine de kilomètres de la fron-

Mer Méditerranée km tière, Mohamed Ben Aissa, président de l'Observatoire du Nord pour les droits humains (ONDH), renchérit. «Il y a des tensions avec l'Espagne : les problèmes diplomatiques avec l'accueil de Brahim Ghali [militant indépendantiste sahraoui, chef du Front Polisario, ndlr], les frontières maritimes plus au sud Mais profiter de la souffrance des jeunes pour régler des problèmes politiques, c'est ce que nous dénonçons», assène-t-il. Dès qu'il a entendu la nouvelle de l'ouverture de la frontière, il a pris sa voiture pour se rendre sur place. La lutte contre l'immigration clandestine, il en a fait son combat depuis presque dix ans. «Il y a eu une hystérie collective ces derniers jours. J'ai même vu des enfants âgés de 6, 7 ans, essayer de passer. Mais qu'y a-t-il à Ceuta ?» Le regard faussement interrogateur derrière ses petites lunettes rondes, il apporte lui-même la réponse : «En temps normal, nous, habitants du Nord, disposons d'une autorisation spéciale pour entrer sans visa. Mais avec la fermeture des frontières, tout le commerce s'est arrêté. Le moteur, c'est la recherche d'espoir.»

Impatience. Cette mise à l'arrêt forcée à cause de la pandémie a paralysé tout le nord du Maroc et plongé ces villages dans une léthargie sans précédent. A Belyounech, aux faux airs de carte postale, souffle un vent d'impatience: on croise des dizaines d'hommes assis au café, zonant dans les rues, tous sans emploi. Abdeslam (1) se réveille tous les jours face au détroit de Gibraltar. «Quatorze kilomètres, que les jeunes

rêvent de parcourir, explique ce septuagénaire quelque peu désabusé par la situation. Il y a des soldats partout dans le village, une immense caméra de surveillance en haut de la montagne, et pourtant là, tous ces jeunes, ils errent dans les rues en attendant le bon moment.» La surveillance s'est accrue ces derniers jours. Les confidences se font à demi-mot et à l'abri des regards indiscrets. «Avant, se désole le vieil homme, le commerce entre Ceuta et notre région fonctionnait bien, mais maintenant tout est fermé, il n'y a plus rien du tout à part de petites aides de l'Etat.» A peine pour survivre, pas assez pour se former. Devenir mécanicien, c'était le rêve de Marouane. La tête baissée, il murmure. «On a été privés de beaucoup de choses dans notre enfance. On nous a volé notre enfance!» La vague migratoire de ces derniers jours est peut-être due à une brouille diplomatique, elle n'en est pas moins la partie immergée de l'iceberg. «A chaque tentative, je me dis : "Soit j'y arrive soit je meurs." Je recommencerai.» Et comme une boucle trop de fois bouclée, c'est de retour à Tanger, la case départ, que Marouane se promet que la prochaine tentative sera la bonne. ? (1) Les noms ont été modifiés.

L'HISTOIRE DU JOUR

Le Monde**Nom de la source**

Le Monde

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

p. 37



Mercredi 26 mai 2021

Le Monde • p. 37 • 468 mots

Livre

La fable des « taxis de la mer »

Jérôme Gautheret (Rome, correspondant) Jérôme Gautheret (Rome, correspondant)

L'offensive a commencé en avril 2017, lorsque le procureur de la République de Catane (Sicile), Carmelo Zuccaro, a annoncé en direct à la télévision qu'il a ouvert une enquête sur les agissements en Méditerranée de plusieurs navires de secours en mer, ainsi que leurs financements.

Alors que, chaque jour depuis des mois, des centaines de migrants étaient secourus dans le canal de Sicile, et que l'Europe restait sourde aux appels à l'aide de l'Italie, chargée seule de leur prise en charge, le magistrat désigne à l'opinion publique un coupable idéal en stigmatisant la petite dizaine de bateaux apparus au large des côtes africaines en 2015, à la suite de plusieurs naufrages meurtriers, comme les organisateurs d'une « invasion » planifiée.

Le chef politique du Mouvement 5 étoiles (antisystème), Luigi Di Maio, devenu depuis ministre des affaires étrangères, est encore dans l'opposition, mais son parti est au plus haut dans les sondages. En avril 2017, il écrit sur Facebook : « Qui paie ces taxis méditerranéens ? Et pourquoi ? » L'expression « taxis des mers », utilisée pour suggérer des liens entre humanitaires et trafiquants d'êtres humains, est née. L'effet en sera dévastateur : en dépit de l'absence de fondement de cette accusation,

jamais étayée, l'image s'imposera, en Italie et au-delà.

Rétablir les faits

A travers ses chroniques dans l'hebdomadaire L'Espresso et ses prises de parole publiques, le journaliste et écrivain italien Roberto Saviano, auteur de Gomorra (Gallimard, 2007), s'est trouvé en première ligne dans le violent affrontement qui s'ensuivra, au point de devenir l'une des cibles privilégiées des contempteurs des ONG, à commercer par la Ligue de Matteo Salvini (extrême droite) et le Mouvement 5 étoiles. Dans son dernier ouvrage, il s'attache à rétablir les faits, quatre ans après.

En mer, pas de taxis est une réfutation de la thèse d'une « invasion » de l'Europe, à l'aide de témoignages de photographes ou d'humanitaires ayant assisté ou participé aux opérations de sauvetage. « Si on essaie de sortir du périmètre étroit de la pensée xénophobe (...), on passe aussitôt pour un riche bien-pensant. Aucun raisonnement, que des insultes », déplore-t-il en connaissance de cause : l'auteur lui-même a été très durement attaqué par la Ligue et le Mouvement 5 étoiles.

Quatre ans après le début de l'offensive, la présence de navires d'ONG est devenue sporadique dans le canal de Sicile. Les « témoins gênants » qu'étaient ces

© 2021 SA Le Monde. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 8 octobre 2021 à BIBLIOTHEQUE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20210526-LM-5328856

navires humanitaires, accueillant souvent des journalistes, ont été écartés des lieux de la tragédie, si bien que les informations sur la situation en mer sont devenues parcellaires et incomplètes.

Depuis le printemps 2017, vingt procédures judiciaires ont été ouvertes contre les ONG, dont dix-sept ont été abandonnées faute de preuves. Quant aux « maxi-procès » des humanitaires, tant annoncés, ils se font toujours attendre.

Note(s) :

En mer, pas de taxisde Roberto Saviano
Gallimard, 176 pages, 25 euros, traduit
de l'italien par Vincent Raynaud

**Nom de la source**

Libération

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

p. 15



Vendredi 16 juillet 2021

Libération • p. 15 • 61 mots

Libye : Amnesty dénonce le sort «atroce» des migrants et la complicité de l'Europe

Photo AP

Viols, tortures, travail forcé
Dans un rapport publié jeudi, l'ONG Amnesty International dénonce le traitement «atroce» subi par les migrants interceptés en Méditerranée et envoyés de force dans des centres de détention en Libye. Des violations des droits humains commis avec l'aide «honteuse» des

Européens, a ajouté Amnesty.

© 2021 SA Libération. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 8 octobre 2021 à BIBLIOTHEQUE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20210716-LI-170988983



Nom de la source

Libération

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

p. 10



Mercredi 19 mai 2021

Libération • p. 10,11 • 1425 mots

Afflux tendu à Ceuta et Melilla

Par FRANÇOIS MUSSEAU Correspondant à Madrid

MIGRANTS Depuis lundi, au moins 6 000 personnes sont arrivées dans les enclaves espagnoles, à la faveur d'un relâchement des forces de l'ordre et de tensions diplomatiques avec le Maroc. Réveillant le spectre d'une immigration massive.

PHOTO FADEL SENNA. AFP

Mardi à Fnideq, au Maroc, où la police tentait de disperser les migrants cherchant à rejoindre l'Espagne.

ce la faisait longtemps qu'on n'avait pas vu de telles scènes.

Des tanks sur les plages de Ceuta pour tenter de faire face aux marées de migrants marocains arrivés à la nage, l'armée espagnole déployée dans les rues de cette enclave fichée dans le nord de l'Afrique pour rassurer la population, des militaires qui reçoivent des jets de pierres de certains migrants pour leur interdire l'accès vers le centre-ville, des commerçants qui ferment leurs boutiques de peur de se faire dévaliser, la Légion étrangère mobilisée à Ceuta et aussi à Melilla, autre enclave espagnole, par crainte de l'effet contagion Lundi et mardi, au moins 6 000 migrants ont pu franchir à la nage les jetées de Fnideq, la ville marocaine limitrophe, en raison de la passivité des forces de l'ordre locales, d'ordinaire très vigilantes.

«C'est un moment grave pour l'Espagne», a tranché le chef du gouvernement socialiste, Pedro Sánchez, peu avant d'annoncer son déplacement sur place. Quant au président conservateur Juan Jesús Vivas, il parle d'un «jour néfaste» qui met «l'Espagne en danger». Des propos repris par le leader de l'ultra-droite Santiago Abascal, partisan «d'expulser manu militari les envahisseurs

marocains». L'arrivée de migrants depuis lundi va en tout cas jusqu'à inquiéter Bruxelles qui a averti Rabat - responsable d'avoir renoncé à dessein à toute surveillance- que «Ceuta est une frontière européenne», lui enjoignant de «contrôler l'immigration irrégulière».

FEU VERT Pour Rabat, le fait de laisser passer des milliers de ses ressortissants vers l'eldorado européen, via Ceuta, est une punition : l'Espagne a hébergé à la mi-avril le leader du Front Polisario, Brahim Ghali, qui revendique l'indépendance du Sahara-Occidental occupé depuis 1976 par le Maroc. Madrid voit ainsi se réveiller le spectre d'une immigration massive le long de ses côtes et se trouve dans l'obligation de réagir.

PORTUGAL

Le principal objectif des autorités espagnoles, qui redoutent que les droites (les conservateurs, le Parti populaire, et les ultras de Vox) n'en fassent leur pain blanc, est de rapatrier le plus grand nombre possible de migrants afin de limiter la casse. Ceuta, par ailleurs, ne dispose pas des infrastructures nécessaires pour

© 2021 SA Libération. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 8 octobre 2021 à BIBLIOTHEQUE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20210519-LI-169467840

accueillir autant de personnes en situation illégale. Le 28 avril, comme première mesure de rétorsion, Rabat avait déjà relâché sa surveillance policière et permis à 128 migrants de rallier Ceuta à la nage : hormis 30 mineurs, restés sur place, l'essentiel avait dû revenir à leur point de départ. Cette fois-ci, le ministère de l'Intérieur espagnol assure avoir déjà rapatrié mardi près de 3000 Marocains sans-papiers. En vertu d'un accord bilatéral datant de 1992, ce type de retour migratoire a pu s'opérer sans trop d'obstacles. Mais ce ne sera pas facile cette fois : depuis qu'en

Ceuta

MAROC mars 2020, le royaume chérifien a fermé ses frontières en raison de la pandémie, et vu la colère de Rabat au sujet du Sahara-Occidental, Madrid doit batailler pour obtenir le feu vert de son voisin turbulent. Ces arrivées se produisent alors que les circonstances contribuent à accroître le nombre de personnes qui tentent le grand saut vers l'Espagne. L'irruption de la pandémie de Covid-19 a affecté l'économie et réduit le tourisme à la portion congrue. Cela a non seulement mis des milliers de Marocains au chômage mais aussi paupérisé d'innombrables personnes vivant indirectement de la manne étrangère.

Océan Atlantique

FRANCE

Madrid

Espagne

Mer Méditerranée

Melilla km

Ce qui s'est traduit par la réactivation en 2020 de la route migratoire via l'archipel

des Canaries en provenance du sud marocain, où ont débarqué quelque 20000 migrants (la moitié des arrivées irrégulières vers l'Espagne), en hausse considérable par rapport à l'année précédente. Or si jusqu'ici la «route du Nord» était moins empruntée, c'est de moins en moins le cas. Selon les autorités espagnoles, après des mois de «basse activité», de plus en plus d'embarcations tentent leur chance par le détroit de Gibraltar, jusqu'au littoral andalou.

Ce week-end, 46 migrants ont été secourus près des côtes de Tarifa. Ils voyageaient dans 13 embarcations de fortune dont des kayaks et des pirogues. Rien d'étonnant donc à ce que la pression migratoire se renforce sur Melilla et Ceuta, dont les hautes frontières métalliques hérissées de fil barbelé constituent un obstacle majeur. Mais si la surveillance des gendarmes marocains se relâche, le recours à la nage devient une solution plus aisée, quoique dangereuse. De source policière, l'annonce des arrivées massives à Ceuta a provoqué l'afflux vers Fnideq de milliers de candidats de tout le pays.

CAUCHEMAR Aussi appelée Castillejos, son ancien nom espagnol de l'époque coloniale, la ville limitrophe de Fnideq constitue un paramètre important de cette crise migratoire, sur fond de différend diplomatique. Car, outre l'irritante question du Sahara-Occidental, cette grosse bourgade frontalière est un cauchemar pour les autorités marocaines. Ces dernières, qui revendiquent en vain depuis des décennies la souveraineté sur les enclaves de Ceuta et de Melilla, n'ont pu empêcher l'organisation d'une vie économique de totale dépendance. L'immense majorité des quelque 77 000 habitants de Fnideq vivent de la proximité de Ceuta dont le

niveau de vie est 6 à 7 fois supérieur, selon les enquêtes. Employés domestiques, techniciens qualifiés, salariés dans la restauration et plus généralement dans les services, sans parler des nombreux migrants quotidiens vivant de l'économie parallèle, ou de ces «femmes mulets» qui chaque jour transportent et revendent des marchandises des deux côtés de la frontière. Or depuis mars 2020, le Maroc a fermé ses frontières en raison du Covid-19. La plupart des salariés, employés légalement, reçoivent toujours les émoluments du chômage technique, mais les autres n'ont plus de revenus. Cela explique les nombreuses manifestations de ces derniers mois à Fnideq, appelant Rabat à agir pour «sauver» la ville de la débâcle en cours. Le fait que ces personnes paupérisées rejoignent l'Espagne, donc l'Europe, est pour Rabat une source de soulagement.

L'Espagne et le Maroc sont coutumiers des différends bilatéraux : droits de pêche, statut de Ceuta et de Melilla, litiges territoriaux en mer, accords migratoires. Les sujets de friction sont innombrables. Chaque gouvernement espagnol doit gérer avec tact les délicates relations avec ce voisin stratégique, dont la fermeté sur la pression migratoire et la surveillance des viviers jihadistes sont décisives. En général, tout chef de gouvernement espagnol nouvellement élu se rend en priorité à Rabat afin de soigner au maximum les relations diplomatiques. Rituel que n'a pas observé Pedro Sánchez, après sa réélection en 2019. Le malaise hispano-marocain a pris une nouvelle dimension après le 20 décembre 2020 lorsque Donald Trump, sur le départ, bouge le curseur diplomatique en reconnaissant pleinement la souveraineté du Maroc sur le Sahara Occidental. Rabat n'en croit pas ses yeux : enfin, une grande puissance satisfait sa

vieille requête internationale, alors que la majorité des nations influentes s'étaient jusque-là limitées à enjoindre les deux parties (Front Polisario et Rabat) à résoudre leur conflit dans le cadre onusien. Depuis, voyant que l'Espagne ne bouge pas d'un pouce, l'agressivité marocaine a augmenté. Pour arriver à son paroxysme lorsque les services secrets ont appris en avril que Brahim Ghali était soigné pour Covid-19 dans un hôpital de Logroño, dans la Rioja. Madrid invoque «des raisons humanitaires». Rabat y voit une «provocation».

MAUVAISE CONSCIENCE Le royaume chérifien a une obsession dont il ne veut pas démordre : le Sahara-Occidental, ce territoire désertique de 266000 km², riche en phosphates, qui borde la Mauritanie au nord et qu'il occupe depuis 1976, doit être pleinement annexé. Et cette annexion doit être reconnue par la communauté internationale.

Or le Front Polisario, séparatiste, appuyé par plusieurs nations et installé dans une «zone libre», à l'est, ne l'entend pas de cette oreille et réclame un référendum d'autodétermination. De par son histoire, l'Espagne adopte une position d'équilibriste. D'un côté, elle ne veut pas fâcher son voisin. De l'autre, sa relation avec le Sahara-Occidental est chargée d'histoire et de mauvaise conscience. En 1975, après avoir été sa puissance coloniale sous

Franco pendant près de vingt ans, Madrid abandonne ce territoire à son sort, avant que ne se produise la «marche verte», l'invasion marocaine, en novembre de la même année.

Depuis, Madrid se range parmi les Etats qui défendent un référendum, option

préférentielle également d'une majorité de son opinion publique. Quelles que soient les suites de la crise migratoire à Ceuta, on peine à imaginer que l'Espagne change sa position en la matière. ?

LA CROIX**Nom de la source**

La Croix

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

p. 22



p. 23



Samedi 17 juillet 2021

La Croix • no. 42063 • p. 22,23 • 1576 mots

Autour de la Méditerranée

G

 rèce*J'ai vu Sisyphes heureux*, de Katerina Apostolopoulou

Poésie. Il y a le soleil, mais en dessous, plus que la chaleur, une crise économique qui s'abat sur Maria et Manolis. Le péril est trop grand, la vague trop puissante. La vie, pour lui, puis pour elle s'arrête. Le désespoir est là. Il n'a rien d'une fiction. Et puis, il y a l'ermite Fotis, qui a déjà perdu. « *La bourse avait chuté/Personne ne savait comment atterrir // Seul Fotis semblait apaisé.* » il permet aux mots de ressortir, à la joie et la beauté de reprendre pied sur cette terre. Un premier recueil d'une poésie solaire, récompensé par le prix Pépite fiction ados du Salon du livre et de la presse jeunesse de Montreuil.

Bilingue, Éd. Bruno Doucey, 120 p., 15 €

Grèce

L'Ascension, de Nikos Kazantzakis

Roman. L'oeuvre de Nikos Kazantzakis s'est enracinée dans la ruralité insulaire ou les quartiers populaires d'un XXe siècle grec encore tourné vers la tradition - ainsi le célèbre *Alexis Zorba*. Ses essais, théâtre, romans ont dit son attrait pour le marxisme puis le bouddhisme avant son retour au Christ par la figure de saint François. Tout juste traduit, *L'Ascension* (1946) reprend les thèmes chers à l'auteur, dont ses interrogations spirituelles, entre une Crète natale dominée par les

croyanances et un Occident moderne où le taraudaient l'engagement politique et la recherche du succès littéraire.

Traduit du grec par René Bouchet, Cambridge, 222 p., 22 €

Grèce antique

Le Silence des vaincues, de Pat Barker

Roman. Tout le monde ne se souvient pas forcément de Briséis, cette esclave au rôle muet et passif qui n'a pour fonction dans *L'Iliade* que de susciter la brouille entre le bouillant Achille et le roi de Mycènes, Agamemnon. C'est pourtant le personnage que choisit Pat Barker pour narrer au féminin la guerre de Troie. À travers son chagrin d'avoir vu mourir son père et ses frères, sa réduction à la servitude émergent la douleur universelle des femmes otages, les deuils des hommes tombés, l'impuissance face aux envahisseurs. En modifiant les points de vue, l'écrivaine britannique rend plaisante la lecture de cette histoire dont nous connaissons pourtant déjà les protagonistes, les enjeux et l'issue.

Traduit de l'anglais par Laurent Bury, Charleston, 350 p., 22,50 €

Italie

Le Train des enfants, de Viola Ardone

Roman. 1946, une Italie exsangue. Un enfant pauvre du Sud est accueilli dans une famille du Nord et découvre qu'il peut changer son destin. Inspiré par des

© 2021 la Croix. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 8 octobre 2021 à BIBLIOTHEQUE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20210717-LC-04lx-1389822

faits réels, ce roman captivant alterne les ambiances avec maestria. Ce récit poignant a la force et l'émotion des films italiens réalistes des années 1950 et 1960. La trajectoire d'Amerigo ne s'apparente pas à la tragédie, plutôt au drame intime, à la vision à la fois douce et nostalgique, belle et triste comme une histoire d'amour manqué.

Traduit de l'italien par Laura Brignon, Albin Michel, 294 p., 19,90 €

Italie

La Vie mensongère des adultes, d'Elena Ferrante

Roman. Partons dans les ruelles de la truculente Naples à la suite de la narratrice d'Elena Ferrante, Giovanna, 12 ans. Élevée sur les hauteurs napolitaines, elle descend à la recherche de sa tante vers la ville pauvre, souterraine, fascinante comme cette femme méconnue.

Traduit de l'italien par Elsa Damien, Gallimard, 404 p., 22 €

Italie antique

Pompéi, promenades insolites, de Claude Aziza

Histoire. Avec son destin tragique, Pompéi est sans doute la ville qui a suscité le plus de rêveries et de fantasmes depuis sa redécouverte archéologique au XVII^e siècle. Claude Aziza, latiniste, « *historien de l'Antiquité fantasmagorique* », s'est mis dans les pas de Goethe, Stendhal, Dumas, mais aussi du cinéaste Paul W. S. Anderson ou de Freud, tous pèlerins au pied du Vésuve, pour interroger la cité ensevelie par les cendres en 79 après J.-C. Au croisement de l'histoire de l'art, de l'archéologie et des lettres, mais surtout des imaginaires les

plus variés, Pompéi se dévoile sous un jour nouveau, tout en restant mystérieuse.

Les Belles Lettres, 278 p., 25 €

Sardaigne

Une saison douce, de Milena Agus

Roman. C'est par erreur qu'un bateau de migrants débarque dans ce village oublié du monde : « *Le pire fut de nous sentir incapables de venir en aide à cette troupe d'intrus dépenaillés.* » Petit à petit, femmes en tête, chacun s'apprivoise. D'une plume alerte, Milena Agus raconte avec humour le choc de deux mondes.

Traduit de l'italien par Marianne Faurobert, Liana Levi, 170 p., 16 €

Andalousie

Lucero ou la vie fulgurante, d'Aníbal Malvar

Roman. C'est quoi, la vie d'un poète ? Comment redonner chair à un auteur « classique vivant » ? Dans ce récit mêlant prose, poèmes, extraits d'interviews et articles de journaux, l'auteur, journaliste et romancier, retrace avec verve le parcours mouvementé de Lucero, surnom de l'immense poète Federico Garcia Lorca. Une traversée intime au cœur des années sombres de l'Histoire. Passionnant.

Traduit de l'espagnol par Héléne Serrano, Asphalte, 400 p., 22 €

Liban

Mon port de Beyrouth, de Lamia Ziadé

Roman graphique. Le cœur de Lamia Ziadé saigne d'une encre multicolore.

Son pays à l'histoire grave a inspiré à cette artiste peintre et plasticienne des romans graphiques gais et doucement nostalgiques qui invitent à découvrir la complexité des richesses du Liban. L'été dernier, en pleine crise économique et démocratique, l'explosion du port de Beyrouth est venue éteindre un peu plus les espoirs de renaissance. Lamia raconte le chagrin, l'abattement; la maison de sa grand-mère détruite, l'appartement familial dévasté, les objets retrouvés à des centaines de mètres et ceux restés mystérieusement intacts. C'est le sourire éclatant de Sahar Farès, une jeune femme pompière présente sur les lieux juste avant, morte avec neuf camarades, qui lui donnera l'énergie du récit, l'envie de se tourner vers les victimes dans la diversité de leurs histoires. Un nouveau voyage à la rencontre d'un Liban dont les traumatismes ne peuvent effacer la beauté enivrante.

P.O.L, 226 p., 23,90 €

Liban

Beyrouth 2020 - Journal d'un effondrement, de Charif Majdalani

Essai. L'écrivain libanais Charif Majdalani a écrit ce texte de juillet à fin août 2020 : le journal d'un confinement politique, économique et social dans lequel surgit une autre déflagration : l'explosion du port de Beyrouth le 4 août. S'y mêlent réflexion, détails du quotidien et rencontres avec des amis pour partager un peu de chaleur sur fond de désespoir. Majdalani continue de décrire « *la ruine* » de son pays et les violences humaines, écologiques, économiques et politiques qui lui sont infligées depuis des décennies. Ce livre a reçu le prix spécial du jury Femina à l'automne.

Actes Sud, 160 p., 16,80 €

Syrie

Par une espèce de miracle, de Justine Augier

Récit. La guerre en Syrie poursuit Justine Augier comme une injonction. Une injonction à comprendre l'horreur car à ses yeux, l'humanité se joue entre ces frontières devenues lointaines. Après Razan Zaitouneh, enlevée en 2011 (*De l'ardeur*, 2017), elle poursuit ici son salutaire hommage aux figures de la résistance syrienne avec Yassin Al-Haj Saleh. Intellectuel dissident - seize ans dans les geôles d'Assad père -, il s'est résolu à quitter « *la Syrie qu'il s'était toujours acharné à ne pas quitter* » pour s'exiler à Berlin. Justine Augier l'y rencontre alors même que le parquet allemand enquête sur les crimes dans son pays. De leurs échanges sur le statut de victime, le génocide, le sens de la défaite naît un espoir de justice pour le peuple syrien, d'autant plus symbolique sur ces rives du Rhin jadis théâtres de l'horreur elles aussi.

Actes Sud, 336 p., 21,80 €

Syrie-France

L'Arabe du futur (tome 5), de Riad Sattouf

Récit graphique. Pas de Syrie dans ce cinquième tome, mais le pays du père de Sattouf est omniprésent, puisqu'il y a emmené de force son plus jeune fils. Aîné de cette famille déchirée, le jeune Riad tente de soutenir sa mère tout en traversant une adolescence pleine d'inquiétudes : ses parents, sa coiffure, les filles, les dominants, le dessin, les fantômes... Une saga drôle, touchante et terriblement attachante.

Allary Editions, 184 p., 22,90 €

Territoires palestiniens

Une pierre dans le coeur, de Yanne Dimay

Roman. Marianne Dulac pensait avoir tout lu sur le conflit israélo-palestinien, mais la voilà bien désarçonnée. « *Que suis-je venue chercher en Palestine ?* », se répète-t-elle au cours de ce voyage littéraire et politique de l'autre côté du mur, inspiré par la vie de l'autrice Yanne Dimay. Celle-ci, comme Marianne, a animé des ateliers d'écriture dans les départements de français d'universités palestiniennes. Avec ce récit mêlant personnages réels et fictifs, et qui fait la part belle aux héroïnes féminines, elle rend hommage à une jeunesse palestinienne aux horizons bloqués.

Éd. Riveneuve, 448 p., 19 €

Israël

Tunnels, de Rutu Modan

Récit graphique. Peut-on rire de tout, même au Proche-Orient ? Oui, selon Rutu Modan, autrice israélienne de romans graphiques abordant avec un humour distancié des questions pour le moins délicates. Ici, elle lance Nili Broshi, la fille d'un éminent archéologue israélien devenu mutique, sur la trace de la mythique arche d'alliance qui serait enfouie sous la frontière israélo-palestinienne... Au cours d'une rocambolesque chasse au trésor, elle s'associe à un collectionneur peu scrupuleux, des colons religieux et des passeurs clandestins arabes, microcosme emblématique d'une terre promise à tous les retournements de situation.

Traduit de l'hébreu par Rosie Pinas-Delpuech, Actes Sud, 288 p., 25 €

Moyen-Orient

Abraham ou la cinquième alliance, de Boualem Sansal

Roman. En 1916, le Moyen-Orient est l'objet de tous les appétits. Les puissances étrangères dépècent la région, alors que surgit d'Ur Abram qui pourrait revivre l'itinéraire du père des croyants. Dans ce récit biblique revisité, Boualem Sansal raconte avec force l'universelle quête de l'humanité.

Gallimard, 284 p., 21 €

LE FIGARO**Nom de la source**

Le Figaro

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Jeudi 8 avril 2021

Le Figaro • no. 23835 • p. 20 • 1182 mots

Bruno Tertrais : « Les frontières ont gagné »

Le spécialiste de l'analyse géopolitique souligne qu'après le terrorisme et les migrations, la pandémie favorise le retour des frontières.

Lasserre, Isabelle

p. 20



François BOUCHON/Le Figaro

Les conflits au Moyen-Orient, le terrorisme, les migrations, le Brexit, les tensions en Méditerranée orientale, les provocations chinoises en mer de Chine du Sud et aujourd'hui la crise sanitaire : depuis une dizaine d'années, la question des frontières est redevenue d'une brûlante actualité. Directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique, Bruno Tertrais publie, avec Delphine Papin, une nouvelle édition de *L'Atlas des frontières. Murs, migrations, conflits* (Éditions Les Arènes).

LE FIGARO. - La crise sanitaire est-elle un nouvel assaut contre les frontières ?

Bruno TERTRAIS. - Les frontières ont subi trois chocs en cinq ans : le terrorisme, les migrants et la pandémie. Ce triple choc a relégitimé leur retour, et notamment le fait qu'elles doivent être contrôlées. Trente ans après la fin de la guerre froide, nous assistons à la fin d'un cycle. Le rêve d'une planète ouverte s'est estompé. Les frontières ont « gagné ». C'est d'autant plus vrai que nous sommes dans une période où beaucoup d'États encore jeunes cherchent à délimiter précisément leurs territoires. Je pense, par exemple, à la péninsule arabe et à l'Afrique. La question du retour des frontières n'est donc pas

uniquement européenne. À cela s'ajoute un regain nationaliste dans le monde, y compris dans des pays démocratiques comme les États-Unis ou l'Inde, pour lesquels la construction de barrières est un élément de politique intérieure. Cela étant, quand Donald Trump disait : « *Les gens veulent voir des frontières* », il avait raison. Les No Border, ce mouvement qui milite pour l'abolition des frontières, ne représentent à peu près qu'eux-mêmes. Cela ne veut pas dire que les murs sont une panacée, mais dire qu'ils sont inefficaces serait inexact. Et n'oublions pas qu'ils n'ont rien à voir avec le mur de Berlin, qui était, lui, destiné non pas à empêcher d'entrer mais à empêcher de sortir.

Le terrorisme et l'impérialisme redessinent-ils les frontières ?

Le tracé des frontières terrestres évolue finalement très peu. Nous ne sommes plus au XIXe siècle. Paul Valéry disait : « *Le temps du monde fini commence* » ... C'est vrai aujourd'hui pour les frontières, même s'il reste quelques zones grises, par exemple dans l'Himalaya. Et elles sont rarement modifiées. Quand un État fait sécession, il a recours aux délimitations régionales préexistantes. Le conflit

© 2021 Le Figaro. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 8 octobre 2021 à BIBLIOTHEQUE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20210408-LF-872x20x22384519279

du Haut-Karabakh nous a récemment fourni un exemple de stabilité des frontières puisqu'en novembre 2020 c'est bien le tracé internationalement reconnu qui a été restauré. Bien sûr, il y a des exceptions. Le djihadisme veut abolir les frontières. Souvenez-vous des pelleteuses qui ont arasé la ligne Sykes-Picot en 2014 entre la Syrie et l'Irak. L'impérialisme veut, lui aussi, transcender les frontières, comme le font la Chine et la Russie. On voit cette volonté dans les mots qui sont utilisés par les dirigeants. La Turquie parle de « *frontières du coeur* ». Quant à Vladimir Poutine, il considère que les frontières de la Russie sont « *nulle part* » ... Dépasser les frontières, c'est aussi distribuer des passeports en Abkhazie ou envoyer des Casques blancs dans les pays de l'ex-URSS. En général, ces dépassements de frontières se font sans annexion de territoires.

Et la Crimée ?

Parfois, effectivement, une puissance expansionniste brise le tabou. En ce sens, l'Anschluss de 2014 est un événement majeur. Annonce-t-il pour autant une rupture ? Il est trop tôt pour le dire. Mais je pense que ce type d'événement restera exceptionnel. Les ruptures ne sont pas acceptées par la communauté internationale, comme on l'a vu, en 1982, aux Malouines et, en 1991, au Koweït. La Crimée, je le crains, demeurera longtemps sous occupation. Peut-être comme les pays baltes, qui ont figuré sur nos cartes en pays indépendants entre 1945 et 1991.

Le retour des frontières au sein de l'Europe est-il voué à durer ?

L'Europe vit deux phénomènes à la fois. D'une part, les suspensions temporaires

de liberté de circulation se multiplient sous les effets cumulés du terrorisme, des migrations et de la pandémie. De l'autre, la construction de barrières a vocation à marquer la souveraineté de l'État. Pas seulement en Hongrie, puisque la France et la Grande-Bretagne ont, elles aussi, érigé des grillages à l'entrée du tunnel de l'Eurostar... Mais la liberté de circulation reste un pilier de l'intégration européenne. Les frontières, c'est comme les vaccins : il peut y avoir des effets indésirables, mais le rapport coût-bénéfice de leur ouverture reste très favorable...

Pourtant, les peuples européens sont de plus en plus favorables au retour des frontières en Europe...

Oui, mais seraient-ils prêts à renoncer à la liberté de circulation ? Le véritable enjeu, pour l'Europe, est le renforcement de ses frontières extérieures. Je crois qu'on a fait avec Schengen la même erreur qu'avec l'euro. Ce sont deux grands et beaux projets. Mais on a créé l'union monétaire sans convergence des politiques économiques et on a instauré la liberté de circulation sans protection des frontières extérieures. Or la seule manière de garantir la légitimité de la liberté de circulation c'est un renforcement de ces frontières extérieures. Et, à ce jour, il est encore insuffisant.

Les frontières sont-elles efficaces pour lutter contre le terrorisme ?

On se tromperait à voir dans les frontières une solution miracle pour lutter contre le terrorisme. Dans la majorité des États, les actes de terrorisme sont commis par des nationaux ou des étrangers entrés légalement. Il est vrai que certains terroristes ont profité des routes migratoires pour commettre des

attentats, mais il s'agit d'un phénomène marginal. Les sujets sont les dysfonctionnements de l'asile d'une part, la circulation de l'information entre les membres de l'espace Schengen d'autre part.

Les mers sont-elles les nouvelles frontières ?

Oui. En matière de ressources halieutiques, énergétiques, etc., les mers sont le grand « gisement » du XXI^e siècle. Par ailleurs, depuis 1994, les États dotés de zones économiques exclusives (ZEE) peuvent demander une extension de leurs espaces maritimes. Si les demandes de la France sont acceptées, elle disposera du premier domaine maritime mondial. Enfin, les néo-impérialismes des puissances maritimes comme la Chine ou la Turquie jouent leur propre partie en se moquant du droit de la mer. Et rechignent à l'arbitrage international quand un contentieux se présente, ou quand l'arbitrage est rendu, en refusent sa conclusion. C'est le cas, par exemple, avec les autorités chinoises en mer de Chine du Sud. En tout cas, c'est bien en mer que se joue la nouvelle bataille des frontières.

On a créé l'union monétaire sans convergence des politiques économiques et on a instauré la liberté de circulation sans protection des frontières extérieures. Or la seule manière de garantir la légitimité de la liberté de circulation, c'est un renforcement de ces frontières extérieures.
BRUNO TERTRAIS

Illustration(s) :

Richard VIALERON/Le Figaro

Le véritable enjeu, pour l'Europe, est le renforcement de ses frontières extérieures. Je crois qu'on a fait avec

Schengen la même erreur qu'avec l'euro.(...) On a créé l'union monétaire sans convergence des politiques économiques et on a instauré la liberté de circulation sans protection des frontières extérieures.

« La liberté de circulation reste un pilier de l'intégration européenne. Les frontières, c'est comme les vaccins : il peut y avoir des effets indésirables, mais le rapport coût-bénéfice de leur ouverture reste très favorable »

Note(s) :

ilasserre@lefigaro.fr

l'Humanité

Nom de la source

l'Humanité

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Lundi 26 avril 2021

l'Humanité • p. 20 • 575 mots

THÉÂTRE

Intimité familiale et migrants perdus en mer

Gérald Rossi

Alexandra Tobelaim met en scène *Abysses*, un texte de Davide Enia. Elle donne la parole aux sauveteurs qui repêchent des corps autour de l'île de Lampedusa.

À l'image du monde dont il est question, le plateau d'Abysses est plongé dans le noir, à l'exception de quelques étoiles rougeoyantes qui se signalent parfois. Le comédien Solal Bouloudnine et la chanteuse-musicienne Claire Vailler se partagent l'espace. Elle avec sa guitare baryton, lui avec sa seule présence, son jeu sobre mais vibrant, comme celui d'un passeur des mots du dramaturge italien Davide Enia, qui s'est déjà illustré dans des aventures de théâtre-récit. Ici, le jeune comédien est un témoin, fidèle à plusieurs personnages incarnés. « Ce qui est beau dans ce texte, comme dans la vie, c'est qu'il est construit de petites choses de rien, d'actes du quotidien. Rien d'héroïque », explique Alexandra Tobelaim, la metteuse en scène.

Une humanité sincère et quotidienne

Ce spectacle aurait dû être créé en novembre 2020 au Nest, le centre dramatique transfrontalier de Thionville-Grand-Est. La pandémie ne l'a pas permis et *Abysses* a été présenté seulement à quelques professionnels, fin mars à Paris, dans la grande salle des Plateaux

Sauvages, où il était initialement aussi programmé. Quant à parler de « petites choses » comme le fait la nouvelle directrice du Nest, ce n'est qu'une tournure de langage. Car c'est de drames humains qu'il est question. Ceux que vivent des femmes et des hommes de tout âge, qui tentent de fuir la guerre, la misère... dans leurs pays, sur le continent africain et sur les rives sud de la Méditerranée, et qui souvent ne rencontrent que la mort.

Ce texte, à la fois sensible, poignant, profondément humain, sans donner de leçons, est traduit par Olivier Favier, qui en 2018 l'a transmis à Alexandra Tobelaim, qui s'avoue très vite « prise dans la force de ce récit ». Il ne s'agit pas de donner la parole, comme cela a été fait souvent, aux migrants, ou si peu, mais aux sauveteurs. De faire vivre ce drame depuis leur regard, leurs gestes. Sans donner aux uns ou aux autres plus de valeur, plus de brillant qu'ils n'en méritent. Comme pour rester au niveau d'une humanité sincère et quotidienne.

Les sauveteurs racontent comment cela se passe en mer, quand ils « repêchent » les corps, ceux des survivants et ceux des autres, ces derniers étant alors confiés au gardien du cimetière qui leur offre en toute simplicité une juste sépulture. Le drame, sans cesse répété depuis des années, se déroule autour de la petite île italienne de Lampedusa, pas loin de

© 2021 l'Humanité. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 8 octobre 2021 à BIBLIOTHEQUE-DE-TOULOUSE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20210426-HU-470801

la Sicile. À ces drames, comme en parallèle, pour entretenir les feux à plusieurs voix, Davide Enia ajoute un récit (peut-être) autobiographique. Celui des débats entre un père quasi mutique et son fils, qui tous les deux, dans une tendresse filiale non dite mais transparente, se retrouvent témoins et modestement acteurs. Sur la scène, au côté de Solal Bouloudnine, Claire Vailler ne se contente pas d'accompagner ces récits parfois bouleversants. Elle interprète des chants populaires napolitains, qui n'illustrent rien, mais deviennent des éléments indispensables au spectacle. Pour participer à cet envoûtement qui conduit au fond de la mer comme au plus profond des intelligences humaines, forcément secouées par l'âpreté de ces désastres dont les images seulement dites, sans aucun accessoire ni quelconque projection, sont cruellement visibles de tous. Et là, comme le dit encore Alexandra Tobelaim « le théâtre est juste, nécessaire et joyeux dans cette fonction-là ».